

Le mouvement gagne en ampleur

Le peuple, source de tout pouvoir



Présidant une réunion au siège de l'état-major de l'ANP
Gaïd Salah : «La solution à la crise ne peut être envisagée qu'à travers l'activation des articles 7, 8 et 102»



Photo : L'Echo d'Algérie ©

Lire page 4



FLN et RND

Les jours de Ouyahia et Boucharreb sont comptés



Lire page 24

21 Echos du jour

Lutte antiterroriste

Destruction d'une casemate à Djelfa

Une casemate pour terroristes contenant une bombe de confection artisanale, des outils de détonation et d'autres objets ont été découverts et détruits, vendredi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) à Djelfa, a indiqué, hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a découvert et détruit, le 29 mars 2019, à Djelfa, une casemate pour terroristes contenant une bombe de confection artisanale, des outils de détonation et d'autres objets», a précisé le communiqué. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le criminel organisé, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, lors d'opérations

distinctes menées à Tamanrasset, Aïn Salah, Aïn Guezzam et Bordj Badji Mokhtar, 3 contrebandiers et 13 orpailleurs et ont saisi 2 véhicules tout-terrain, 4 détecteurs et métaux, 5 marteaux-piqueurs, un groupe électrogène et 3 téléphones portables». Dans le même contexte, des éléments de la Gendarmerie nationale ont appréhendé à M'sila, Tlemcen et Naâma, six narcotrafiquants et ont saisi 77,5 kg de kif traité, 1032 unités de différentes boissons, un camion et 2 véhicules». Par ailleurs, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté à Tamanrasset et Aïn Guezzam 20 immigrants clandestins de différentes nationalités», note le communiqué.



BMS Pluies orageuses sur plusieurs wilayas du sud du pays

Des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses, ont affecté, hier, plusieurs wilayas du sud du pays, a indiqué l'Office national de la météorologie dans un bulletin météorologique spécial (BMS). Les pluies ont touché dans un premier temps les wilayas de Béchar et Adrar, et ce, à partir de samedi à 12h00, avec des cumuls qui ont parfois atteint ou dépassé localement 30 mm. Elles ont ensuite atteint les wilayas d'El Bayadh, le sud de Naâma, Laghouat et Ghardaïa. La validité du BMS est établie jusqu'à aujourd'hui, dimanche à 12h00, où les cumuls attendus atteindront ou dépasseront les 25 mm, a précisé la même source.

Souk Ahras

Démantèlement d'un réseau de faussaires et saisie de 81.000 DA en faux billets



Les services de la sûreté de daïra de M'daourouch relevant de la sûreté de wilaya de Souk Ahras, ont saisi un montant de 81.000 DA en faux billets de banque suite au démantèlement d'un réseau de faussaires composé de 3

personnes, a-t-on appris, hier, auprès de ce corps constitué. L'opération a été effectuée suite à un appel reçu par les services de la sûreté de daïra de M'daourouch faisant état d'une activité suspecte de 2 personnes a précisé le chargé

de la communication et de l'information de ce corps sécuritaire, Kamal Merdaci, soulignant qu'une brigade de la police s'est déplacée rapidement vers le quartier indiqué. «A la vue des policiers, un des suspects a pris la fuite abandonnant sur les lieux un porte document tandis que le deuxième suspect a été appréhendé», a-t-on encore noté, soulignant que «la fouille du porte-document a permis de découvrir et saisir 31.000 DA en faux billets de banque». Les investigations approfondies ont permis d'identifier la personne en fuite et un troisième complice dans cette affaire ajoute la même source, faisant savoir que le perquisition de la maison des mis en cause, sur ordre du procureur de la République près du tribunal de Sedrata a permis, outre l'arrestation

de la personne en fuite, la découverte de 14 comprimés de psychotropes, saisis aussitôt. L'intensification de l'investigation, selon la même source, a permis également l'arrestation de la 3^e personne suspectée avec en sa possession 50.000 DA en faux billets. Après le parachèvement des procédures de l'enquête, un dossier judiciaire a été établi à l'encontre des mis en cause pour «formation d'un réseau criminel dans le but de préparer un crime d'émission, de distribution et de vente de faux billets de banque», a indiqué la même source. Il est noté que 2 des 3 mis en cause, présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Sedrata, ont été mis sous mandat de dépôt, tandis que le troisième complice a été placé sous contrôle judiciaire.

Skikda Saisie de 1,5 kg de kif traité

Suite à des informations parvenues au service de la police judiciaire de la Sûreté de daïra de Azzaba, une trentaine de kilomètres à l'est de Skikda, concernant une bande de criminels qui commercialisait de la drogue, une opération de recherche a été lancée pour arrêter cette bande composée de quatre suspects, âgés entre 27 et 30 ans, au niveau de la RN44, près de la ville de Azzaba. Une quantité de 1,5 kg de kif traité, prête à la commercialisation, a été saisie ainsi qu'une somme d'argent. L'enquête révélera que les 4 suspects, dont 2 sont originaires de la wilaya de Tissemsilt, s'approvisionnaient de l'ouest du pays. Les policiers ont également saisi 6 téléphones portables utilisés pour les communications. Les 4 suspects devraient être présentés devant le procureur de la république près le tribunal de Azzaba le jour même. La presse locale a été conviée, mercredi matin, au niveau de la Sûreté de daïra, pour avoir plus d'explications sur cette opération de qualité, par l'officier de la police judiciaire.

M. S.

Tlemcen Saisie de médicaments destinés à la contrebande

Un lot de 20 000 boîtes de médicaments de production nationale destiné à être exporté frauduleusement vers le Maroc a été saisi dernièrement par les services de la Sûreté de wilaya de Tlemcen. Il s'agit de la «Ranitidine» en comprimés, couramment utilisée pour le traitement de l'ulcère gastro-duodénal et du reflux gastro-œsophagien. Ces médicaments ont été découverts à bord d'un véhicule de tourisme de marque Hyundai qui circulait à proximité du plateau Lalla Setti, sur les hauteurs de la ville. Le conducteur, âgé de 25 ans, et son passager de 30 ans, ont été arrêtés. Lors de l'enquête, il a été établi que la marchandise appartenait à une autre personne, un certain M. Z., 25 ans, qui a été appréhendé à son tour. Les investigations se poursuivent pour remonter la filière dans laquelle seraient impliqués des pharmaciens. Il y a quelques mois, dans cette même wilaya, un réseau spécialisé dans le trafic de médicaments de contrebande avait été démantelé. Un employé d'une pharmacie alimentait durant plusieurs mois le réseau en question.

Accidents de la route

7 morts et 44 blessés lors des dernières 48 heures

Sept personnes ont trouvé la mort et 44 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la route survenus lors des dernières 48 heures à travers le territoire national, a indiqué, hier, un communiqué des services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'Adrar avec le décès d'une fillette, en plus de 6 autres blessées suite au renversement d'un véhicule léger survenu sur la RN 51 (commune et daïra de Timmimoun), précise la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 27 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage et chauffe-bain au niveau des wilayas de Sétif, Médéa, Tébessa, Bordj Bou-Arréridj, Batna et Tiaret. En outre, les éléments de la Protection civile de la wilaya de Tlemcen sont intervenus suite à l'explosion du gaz suivie d'un incendie au niveau du centre enfûter de Naftal, au niveau de la zone industrielle de la commune et daïra de Chetouane, ajoute le communiqué,



précisant que cet accident a causé, notamment, des brûlures de 2^e degré à 5 personnes. Les mêmes services ont également procédé à l'extinction de 5 incendies urbains à El-Tarf, Aïn Témouchent, Mascara et Sidi Bel-Abbès.

<p>Édité par la Sarl Echo Médias Algérie</p> <p>Directeur Général Fondateur Tewfiq Meraou</p> <p>L'ECHO D'ALGERIE Quotidien National d'Information</p> <p>www.lechodalgerie-dz.com</p>	<p>Directeur de la Publication Ahsene Saaid</p> <p>Rédacteur en Chef Mouloud Hamdi</p> <p>Directeur Technique Walid Boumaaraf</p>	<p>Siège Social : 32, Avenue de Maubeuge - Alger</p> <p>Rédaction : 5F, rue des 3 Frères - Bouadou Bir Mourad Rais - Alger</p> <p>Tél-Fax : 023 54 23 23 / 023 54 23 02</p> <p>Direction de la publicité : Tél-Fax : 023 54 23 04</p> <p>بنك التنمية المحلية BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL</p> <p>Compte N° : 005001114002013631013</p>	<p>Anep Tél : 021 73 76 78 021 73 71 28 Fax : 021 73 95 59</p> <p>Diffusion Ouest-Centre-Est Zigzag Expresse Impression SIA</p>	<p>• Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas restitués et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.</p>
	<p>E-mail : echodalgerie@gmail.com</p> <p>L'ECHO D'ALGERIE Quotidien National d'Information</p> <p>@echodalgerie_dz</p>			

Nouvelle journée de mobilisation à travers le pays

Un seul héros, le peuple !

Déclenché depuis le 22 février dernier, le mouvement de protestation populaire ne faiblit pas. Et pour cause, des centaines de milliers de citoyens ont investi la rue, vendredi, à travers l'ensemble du territoire national pour réclamer le changement tant attendu et revendiquer le départ de tous les symboles du système en place.

Ainsi, après plusieurs semaines de mobilisation populaire, marquée par la présence de toutes les franges de la société, les manifestants ont battu le pavé, ce vendredi, dénonçant, pour la énième fois, le maintien du pouvoir en place et réclamant un changement profond et radical du système. A travers ces marches pacifiques, le peuple algérien aura démontré toute sa splendeur et toute sa grandeur et fait preuve d'un haut degré de civisme et de fierté retrouvée. En dépit de toutes les tentatives internes et externes visant à porter atteinte à son unité, sa cohésion et sa souveraineté, le peuple algérien vient de démontrer qu'il demeurera à jamais un et indivisible et qu'il saura encore, comme il l'a fait toujours par le passé, faire échec à tout ce qui nuire à son unité nationale. Dans cette conjoncture particulière que traverse le pays, plusieurs partis et personnalités politiques ont appelé, ces derniers jours, à la nécessité de conjuguer les efforts en vue d'édifier une Algérie nouvelle à laquelle tout le monde aspire. Pour de nombreux acteurs politiques, la conjoncture sensible que traverse le pays exige un rapprochement entre toutes les franges du peuple algérien et la classe politique en vue de relever les défis qui se posent, dont notamment la préservation de la sécurité, la stabilité, l'unité nationale et les intérêts suprêmes du pays, tout en affirmant que la stabilité du pays est quelque chose de sacré et qu'elle constitue une ligne rouge à ne pas franchir. A ce titre, les idées proposées sur la scène nationale sont à même de concrétiser le rapprochement entre les différentes franges de la société et d'ouvrir d'autres perspectives permettant de surmonter fin de sortir sainement de la situation actuelle, ont-ils souligné, mettant l'accent sur l'impératif de faire preuve de sagesse et faire prévaloir l'intérêt suprême du pays et du citoyen. Saluant le caractère pacifique des marches populaires, ces partis ont mis en garde contre certaines parties suspectes qui mettent en péril l'unité et la stabilité du pays et anéantissent les aspirations du mouvement populaire, tout en soulignant le rôle important de l'ANP dans la protection du pays et l'attachement à ses missions constitutionnelles et à ses engagements en tant que rempart du peuple et de la nation. Ainsi, les participants à la réunion de concertation de partis de l'opposition, de représentants de syndicats et de personnalités

nationales, tenue au siège du Front algérien pour le développement, la liberté et la justice (FADLJ), ont proposé une feuille de route pour une solution politique dans le cadre de la légitimité populaire, à mettre en oeuvre au terme de l'actuel mandat présidentiel. Cette feuille de route prévoit l'institution d'une courte période de transition au cours de laquelle les prérogatives du président sortant seront transmises à une instance présidentielle composée de personnalités nationales connues pour leur crédibilité, probité et compétence. L'Instance aura pour mission de prendre en charge les revendications du peuple et ses membres s'abstiendront de toute candidature ou proposition de candidature lors des prochaines échéances électorales. Elle aura également à assumer les prérogatives du chef de l'Etat et à nommer un gouvernement de compétences nationales pour gérer les affaires, outre la création d'une instance nationale indépendante pour l'organisation des élections et la révision de la loi portant régime électoral aux fins d'organiser une élection présidentielle libre et régulière.

Faire échec à toute tentative de récupération du mouvement populaire

Il a été convenu lors de cette réunion de la poursuite des concertations autour des questions et démarches complémentaires pour une meilleure prise en charge des revendications populaires et de la définition d'un délai n'excédant pas 6 mois pour la concrétisation des clauses de la feuille de route. Le débat se poursuivra autour de la feuille de route pour décider des mécanismes appropriés pour la prise en charge des revendications du peuple. Les participants ont exprimé leur disponibilité à examiner d'autres propositions susceptible de prendre en charge ces revendications, appelant l'ANP à aider à la consécration des attentes populaires dans le cadre du respect de la légitimité populaire. Ils ont lancé un appel au peuple algérien à l'effet de maintenir leur mouvement de protestation et faire preuve de vigilance face à toute tentative d'infiltration, de dispersion, ou de contournement de leurs revendications. De son côté, le parti du Front Al Moustakbal avait proposé un plan basé sur le respect de la Constitution afin de sortir le pays de cette situation.



Ph : Fatch Guidoum ©

Le même parti avait plaidé en faveur de la création d'une haute instance de surveillance des élections tout en élargissant ses prérogatives à l'organisation et la surveillance des élections ainsi que l'annonce des résultats, parallèlement au maintien de toutes les institutions en exercice pour assurer la gestion des affaires de l'Etat. Pour sa part, le Parti des travailleurs a réitéré, par la voix de sa secrétaire générale, Louisa Hanoune, son appel pour la mise sur pied de comités populaires qui regroupent différentes catégories de la société et œuvrent à formuler les revendications soulevées par les citoyens durant les dernières marches pacifiques. Hanoune a précisé que la seule voie à même de consacrer la souveraineté du peuple est de constituer des comités populaires qui regroupent toutes les catégories de la société, à savoir des étudiants, des travailleurs, des retraités, des personnes aux besoins spécifiques et des jeunes qui mandateront, à leur tour, leurs délégués pour convoquer une assemblée générale nationale et formuler les revendications soulevées par les citoyens. Dans ce sens, elle a souligné que les comités populaires sont nécessaires, car il s'agit de préserver le caractère pacifique des marches populaires, considérant que la participation de l'ensemble des franges sociales dans la constitution de ces commissions est une consécration effective de la souveraineté du peuple. Dans ce sens, la SG du PT a indiqué que les slogans brandis lors des derniers vendredis, qui étaient plus précis, ont défini le contenu politique et socioéconomique des aspirations de la majorité du peuple qui veut le départ du système politique et veut exercer sa pleine souveraineté. Ces slogans ont également exprimé de manière franche et claire le rejet de toute ingérence étrangère, ce qui affirme que la majorité est attachée à la souveraineté nationale, a-t-elle ajouté. De son côté, le secrétaire général du mouvement El Bina, a déclaré que son parti politique espère que le mouvement populaire puisse aboutir à des solutions réalistes épargnant au pays toute dérive. Il a relevé que l'Algérie

nécessite actuellement des solutions politiques pratiques lui permettant de gagner du temps et aller vers le changement qui assure la sécurité du pays, précisant que ce mouvement populaire, auquel « nous adhérons comme citoyens et non pas comme partis, nécessite une représentation qui correspond aux ambitions du peuple ». Dane a estimé qu'il faut passer directement à l'élection présidentielle, notant que le futur président élu est le seul habilité à mettre en place des réformes que nécessite la nation sur le plan politique, social et économique, ajoutant que le mouvement populaire doit donner lieu à un dialogue constructif où contribuent des sages, des compétences et différents autres acteurs. Le secrétaire général du mouvement a fait savoir que son parti soutient la stabilité des institutions de l'Etat, saluant le caractère civilisé du mouvement pacifique et le professionnalisme dont ont fait preuve les services de sécurité.

Un gouvernement d'entente nationale, le leitmotiv de la majorité des partis politiques

Dans le même ordre d'idées, le président du parti Ahd 54, Ali Faouzi Rebaïne, a affirmé que le peuple algérien était souverain quant au choix de ses représentants. Rebaïne a précisé que le mouvement populaire doit avoir une issue, ajoutant que la rue ne renoncera pas à ses revendications et n'acceptera pas de représentants du système actuel. Après avoir rappelé le soutien de son parti au mouvement populaire, le président de AHD 54 a appelé à la nécessité de respecter la Constitution et les lois de la République et de prendre en charge les revendications du peuple. Il a également appelé à prendre des décisions et des mesures opérationnelles en y associant le peuple, préconisant la formation d'un gouvernement d'entente nationale qui prendra en charge la préparation et la supervision des élections.

T. Benslimane



Ph : Fatch Guidoum ©

Présidant une réunion au siège de l'état-major de l'ANP Gaïd Salah : «La solution à la crise ne peut être envisagée qu'à travers l'activation des articles 7, 8 et 102»

Le général de corps d'armée, vice-ministre de la défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a présidé, hier après-midi, une réunion au siège de l'état-major de l'ANP, ayant regroupé les commandants des Forces armées, le commandant de la 1^{re} Région militaire et le secrétaire général du ministère de la Défense nationale, dans le cadre de l'évaluation du bilan global de l'ANP en général, et l'étude des développements de la situation politique prévalant dans notre pays, suite à la proposition de l'application de l'article 102 de la constitution, en particulier.

«**N**otre réunion s'inscrit dans le cadre du bilan global de l'ANP, conformément au plan de charge, notamment pour l'étude des développements de la situation politique prévalant dans notre pays, suite à la proposition de mise en œuvre de l'article 102 de la Constitution. Comme vous le savez, j'ai souligné lors de mon allocution prononcée le 26 mars 2019, au niveau du Secteur opérationnel sud-est à Djanet, en 4^e Région militaire, que la mise en application de l'article 102 de la Constitution, est la solution idoine pour sortir de la crise actuelle que traverse le Pays. Cette proposition, qui s'inscrit dans le cadre des missions constitutionnelles de l'ANP, en sa qualité de garant de l'indépendance nationale, de la sauvegarde de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale ainsi que la protection du peuple de tout danger, conformément à l'article 28 de la Constitution». Le général de corps d'armée a insisté sur le fait que cette proposition, qui s'inscrit exclusivement dans le cadre constitutionnel, constitue l'unique garantie à même de préserver une situation politique stable, afin de prémunir notre pays de toute situation malencontreuse. Comme il a affirmé que la majorité du peuple algérien, à travers les marches pacifiques, a accueilli favorablement la proposition de l'ANP.

Cependant, certaines parties malintentionnées s'affairent à préparer un plan visant à porter atteinte à la crédibilité de l'ANP et à contourner les revendications légitimes du peuple. En effet, et en date du 30 mars 2019, une réunion a été tenue par des individus connus, dont l'identité sera dévoilée en temps opportun, en vue de mener une campagne médiatique virulente à travers les différents médias et sur les réseaux sociaux contre l'ANP et faire croire à l'opinion publique que le peuple algérien rejette l'application de l'article 102 de la Constitution. Dans ce cadre, le général de corps d'armée a souligné qu'«à la lumière de ces développements, la position de l'ANP demeure immuable, dans la mesure où elle s'inscrit constamment dans le cadre de la légalité constitutionnelle et place les intérêts du peuple algérien au-dessus de toute autre considération, en estimant toujours que la solution de crise ne peut être envisagée qu'à travers l'activation des articles 7, 8 et 102». En ajoutant que toutes les propositions découlant de ces réunions suspectes, qui vont à l'encontre de la légalité constitutionnelle ou portent atteinte à l'ANP, qui demeure une ligne rouge, sont totalement inacceptables et auxquelles l'ANP fera face, par tous les moyens légaux.

T. M. / Ag.



Le mouvement gagne en ampleur | Le peuple, source de tout pouvoir

Une certaine appréhension entourait ce 6^e vendredi de contestation. L'irruption dans le débat de la grande muette, avec la proposition du chef d'état-major de recourir à l'application de l'article 102, avait laissé une marge au doute quant à la poursuite de la mobilisation avec la même ampleur que les semaines précédentes, étant donné que la démission ou la destitution du président contesté pouvait être perçue au moins comme une demi-victoire. Beaucoup d'internautes avaient répondu ces trois derniers jours que c'était là un non-événement et le peuple l'a confirmé ce vendredi 29 mars en sortant par millions dans la rue pour signifier à Gaïd Salah que sa proposition arrive un peu trop tard pour les contenter. Les Algériens ont franchi bien des étapes dans leurs revendications depuis le 22 février pour en arriver à exiger le départ de tout le système. À Alger, il y avait au moins autant de marcheurs sinon plus que vendredi passé. Au centre-ville, les mêmes images

impressionnantes avec toutes les artères principales noires de monde, des jeunes et des femmes faisant la fête, brandissant et scandant des slogans rivalisant de génie. Les autres villes du pays ont vécu la même ambiance, cette fois partagée pendant toute la journée et en direct non pas sur les réseaux sociaux ou les chaînes de télé privées, mais par la télévision nationale qui, le 22 février, n'avait même pas fait état de marches ou de contestation dans ses journaux télévisés. Incontestablement, le mouvement gagne en ampleur et en organisation et fait désormais l'unanimité. Surtout, il a fait bouger les lignes. Chaque vendredi, les manifestants ajustent et adaptent leurs mots d'ordre en fonction des événements politiques de la semaine. Cette fois, c'est donc sans surprise que la proposition du chef de l'Armée s'est retrouvée en bonne place sur les pancartes et banderoles. Retenez bien cette boutade d'un internaute : «Le numéro que vous avez demandé (102 : article de la

Constitution) n'est plus en service. Nous vous prions de contacter le peuple source de tout pouvoir». Il s'agit de l'article 7 de la Constitution. Donc les jours passent, approfondissent et aiguissent de plus en plus les volontés du peuple qui demande «la fin du régime». Les premiers groupes de manifestants ont commencé tôt hier matin à affluer vers l'esplanade de la Grande Poste et la place Maurice-Audin, pour être rejoints par d'autres avant de sillonner, en début d'après-midi, les principales artères de la capitale, dans un climat serein. Les manifestants, drapés de l'emblème national et brandissant des banderoles, ont scandé, notamment, des slogans exprimant leur attachement à l'unité nationale et à l'édification d'un Etat de droit, et rendu hommage à l'Armée nationale populaire, entonnant comme à l'accoutumée «djeich-chaâb khaoua khaoua» (Armée et peuple sont frères). Sur ces banderoles et pancartes, on pouvait lire aussi «Non aux forces extra-constitutionnelles»,

«Pacifique, pacifique», «Jusqu'à l'instauration d'un Etat de droit, de justice et de savoir», et «Le peuple, source de pouvoir». Ces marches qui ont drainé des foules nombreuses, constituées de jeunes et de moins jeunes, des familles et des personnes âgées, étaient encadrées par les services d'ordre pour éviter d'éventuels dérapages. Même constant dans les autres wilayas où des marches similaires ont été organisées avec les mêmes slogans, à l'instar de Constantine, Annaba, Sétif, Jijel, Skikda, Oran, Sidi Bel-Abbés, Aïn Témouchent, Saïda, Béjaïa, Tizi-Ouzou, Laghouat, Djelfa, Ghardaïa, Ouargla et El Oued. Pour la première, la Télévision nationale algérienne a créé la surprise. Son nouveau directeur a annoncé que la chaîne publique diffusera pour la première fois en direct les manifestations contre le pouvoir en Algérie. Les manifestants déploraient leur faible couverture médiatique. M. M.

Des analystes, à propos de la crise algérienne : «L'Algérie n'est ni la Syrie, ni la Libye et ne sera pas confrontée à une expérience violente»

Des personnalités et analystes algériens considèrent que l'Algérie ne sera jamais un «laboratoire» du printemps arabe. La démarche du changement s'inscrit par une volonté populaire tout en préservant le caractère souverain de l'Etat. «L'Algérie n'est ni la Syrie, ni la Libye et ne sera pas confrontée à une expérience violente».

C'est ainsi que s'est exprimé Kader Abderahim, professeur en sciences politiques à Paris et qui a évoqué lors d'un débat sur France Info que «les marches pacifiques en Algérie illustrent une volonté de changement loin de la logique d'affrontement que souhaitaient certaines parties». Le même constat a été établi par la sociologue algérienne Amel Boubekour qui souligné dans son analyse que «l'Algérie ne sera pas un laboratoire d'expérimentation comme ce fut le cas dans certains pays de la région arabe» et de mettre en garde contre «les agissements de certains pays qui veulent ébranler la démarche du peuple dans sa quête d'un changement radical». Sans les citer nommément, des pays puissants et leurs alliés tentent de semer le doute sur «la révolution pacifique» et ébranler l'Etat algérien dans ses fondements en misant sur une brèche qui pourrait déboucher vers une confrontation violente entre forces de l'ordre et la société civile. Cette dernière qui est consciente des enjeux, a inlassablement scandé dans les meetings et défilés «non à l'ingérence étrangère», le chef de l'état-major de l'ANP et vice-ministre de la Défense, Gaïd Salah a averti à maintes reprises dans ses discours que «Le peuple et l'Armée algérienne ont les mêmes aspirations». Des phrases, qui selon Idir Ouanoaguène, analyste politique, a estimé lors d'une intervention sur une chaîne de TV française que «l'Algérie dérange les parties

adverses qui ont voulu toujours croire à un bain de sang pour tout changement politique». «Les problèmes de l'Algérie se règlent à l'intérieur sans l'intermédiaire d'aucune puissance étrangère», lâche-t-il. Les complots visant l'Algérie pour la plonger dans le chaos ont été vite démasqués grâce à la vigilance des internautes et facebookers qui notent que «des parties occultes tentent de déstabiliser l'Algérie par le biais de Fake news, des fausses rumeurs et de désinformations». Comme celles qui sont relayées cette semaine par un des leaders du mouvement islamistes égyptien Wajdi Ghenim qui a appelé «les Algériens à consacrer les principes de la chariaâ islamique dès maintenant». S'ensuit une autre déclaration d'un anonyme sur Tweeter qui a appelé «les Algériens à la révolte armée». La vigilance étant de mise, les analystes politiques s'accordent à relever l'importance de la préservation des institutions républicaines et de les défendre contre d'éventuelles déstabilisations. Les partis politiques dans leur ensemble ont signifié par le biais de leurs déclarations que «l'expérience algérienne pour le changement ne se réduira pas à un feu de poudres».

Les avocats demandent aux procureurs d'ouvrir des enquêtes sur la corruption

L'Union nationale des ordres des avocats (Unoa) appelle les procureurs de toutes les spécialisations à «ouvrir des enquêtes sur la corruption liée à l'argent public dans les plus brefs délais et à prendre des mesures conservatoires». Cet appel de l'Union nationale des ordres des avocats qui regroupent les ordres

régionaux des avocats survient au moment où de nombreuses informations faisant état de transferts illégaux de fonds vers l'étranger sont relayées et font écho aux nombreux appels de personnalités à prendre des mesures conservatoires pour protéger l'argent public. Dans le même communiqué, l'Unoa dénonce «toutes les formes d'atteinte à la liberté d'expression, à la liberté de manifester» et «condamne les interpellations et arrestations faites en dehors du cadre juridique», en avertissant que «ces pratiques sont des crimes punis par la loi». L'Union des ordres demande également «la satisfaction immédiate des revendications du peuple, source de tout pouvoir selon l'article 7 de la Constitution», et réaffirme son «soutien au mouvement populaire pacifique demandant le changement de système de gouvernance et l'instauration d'une nouvelle république fondée sur le respect de la souveraineté populaire et le principe de souveraineté de la loi». L'organisation qui considère que «la crise que traverse le pays est une crise politique par excellence et nécessite des solutions politiques urgentes» propose une feuille de route en cinq points consistant principalement sur une «période de transition de courte durée».

La feuille de route préconise également de «suspendre la Constitution» et à «émettre une proclamation constitutionnelle temporaire pour gérer la phase de transition». Il est également proposé de «désigner un Conseil présidentiel composé de personnalités nationales acceptées par le peuple pour gérer la période de transition», de «désigner un gouvernement consensuel de compétences pour gérer les affaires courantes et organiser des élections présidentielles transparentes et propres» et à «créer une instance indépendante de surveillance et d'organisation des prochaines élections présidentielles».

30^e session du Sommet arabe

Bensalah à Tunis

Le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, est arrivé, hier à Tunis, pour représenter le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, aux travaux de la 30^e session du Sommet arabe prévue, aujourd'hui. Vendredi, l'Algérie a été représentée par le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, aux travaux de la réunion du Conseil des ministres arabes des Affaires étrangères.

Les dirigeants arabes auront à débattre, durant leur réunion, des projets de décisions émanant de la réunion du Conseil des ministres arabes des affaires étrangères, concernant les différentes questions arabes, politiques, sécuritaires et économiques. Il s'agit, notamment, de la question palestinienne dont les développements seront suivis ainsi que la relance de l'initiative de paix arabe, les violations israéliennes dans la ville d'El Qods occupée, les développements de la colonisation israélienne, l'intifada et les réfugiés. Les dirigeants arabes passeront en revue la question du plateau du Golan en Syrie, après la reconnaissance, lundi dernier, par le président américain, Donald Trump, de la «souveraineté» d'Israël sur ce plateau occupé depuis 1967, ainsi que d'autres thèmes dont la crise syrienne, la situation en Libye, la solidarité avec le Liban et la question de «l'intervention étrangère dans les affaires arabes».

Il s'agit, également, de débattre des décisions ayant sanctionné la réunion ministérielle socio-économique et d'autres questions.

Agenda bien chargé de Lamamra à Tunis

Le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra a tenu, hier, une série de rencontres avec des ministres arabes des Affaires étrangères, et ce, en marge de la réunion des ministres des Affaires étrangères préparatoire au Sommet arabe, prévu, aujourd'hui, à Tunis. Outre le passage en revue de la situation actuelle aux niveaux régional et international, ses entretiens tenus, respectivement, avec les ministres des Affaires étrangères de Tunisie, du Koweït, de Bahreïn, de Libye, d'Egypte, de Palestine et de Mauritanie, ont porté sur l'état et les perspectives de développement des relations bilatérales et les moyens de leur renforcement dans les différents domaines.

L'accent a été mis également sur le caractère central de la question palestinienne et l'affirmation de la position soutenue par le peuple palestinien dans sa lutte et son droit légitime à l'établissement d'un Etat indépendant, avec Al-Qods pour capitale, en réitérant le rejet catégorique de toute procédure susceptible de porter atteinte à son statut historique et juridique, ainsi que le refus absolu de la proclamation américaine de la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan occupé.

S'agissant des crises qui secouent certains pays arabes, Lamamra a indiqué que «la vision de l'Algérie et son évaluation de la situation particulière prévalant dans la région arabe émanent de ses positions constantes et de principe, fondées sur la respect de la souveraineté nationale des Etats et la non-ingérence dans leurs affaires internes, ainsi que de ses actions en faveur du règlement des conflits, par voies pacifique et politique, à travers le dialogue inclusif et la réconciliation nationale entre les enfants d'une même patrie, tout en refusant l'ingérence étrangère, quels que soit ses formes et ses motifs».

Par ailleurs, Lamamra a plaidé pour «l'intensification de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, conformément à une approche globale conforme à la légalité internationale notamment pour empêcher les terroristes d'utiliser les technologies de l'information et de la communication (TIC) dont Internet, pour commettre leurs crimes contre des personnes et la sécurité des Etats». Le chef de la diplomatie algérienne a passé en revue avec ses homologues arabes, «le processus de réforme et de développement de la Ligue arabe», mettant l'accent sur l'impératif de redoubler d'efforts afin d'améliorer le fonctionnement de la Ligue arabe et de développer le système de l'action arabe commune, en adéquation avec les développements enregistrés sur les scènes régionale et internationale. Dans le même contexte toujours, le vice-premier ministre, ministre des Affaires

étrangères, Ramtane Lamamra a eu, vendredi à Tunis, des entretiens élargis avec le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, en présence du Commissaire pour la paix et la sécurité de l'UA, Ismail Chergui. Tenus en marge de la participation de Lamamra à la réunion des ministres arabes des Affaires étrangères, préparatoire au sommet arabe, les entretiens ont porté sur «les questions de la paix et de la sécurité en Afrique», outre «les développements des événements aux niveaux régional et international», notamment la réunion quadripartite sur la Libye qu'abrite Tunis aujourd'hui en marge des travaux du sommet arabe. Après avoir passé en revue la situation actuelle au Mali, en Libye et au Sahel, Lamamra a affirmé «le soutien de l'Algérie aux efforts de l'UA visant la recherche de solutions politiques à ces crises», à travers le dialogue constructif et le règlement pacifique des crises, dans le cadre du respect de la souveraineté des Etats et de la non ingérence dans leurs affaires internes. Les deux parties ont évalué les résultats de la réunion de la deuxième table ronde sur le Sahara Occidental, tenue récemment sous l'égide des Nations unies à Genève, sous la présidence de l'ex-président allemand, Horst Kohler, et ce, en vue de renforcer la coopération entre l'UA et l'ONU, dans le cadre des efforts consentis afin d'avancer dans le processus de règlement du conflit au Sahara Occidental, entre ses deux parties, le Royaume du Maroc et le Front Polisario. Lamamra et le président de la Commission africaine ont passé en revue la coopération arabo-africaine et les voies et moyens de la promouvoir à de larges perspectives, vu les défis et les enjeux communs qui se posent aux deux régions ainsi que les moyens communs, et ce en prévision de la tenue du sommet arabo-africain, prévu à Riyad en fin de l'année en cours. Les deux parties ont mis l'accent sur l'importance de la coordination au niveau africain, à l'effet de relever les défis auxquels font face les Etats africains, y compris la lutte antiterroriste, le crime organisé et la migration illégale, dans le cadre du renforcement de la stabilité et de la sécurité sur le continent africain.



Béji Caïd Essebsi «convaincu que le peuple algérien est capable de construire un avenir meilleur»

Le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a affirmé, vendredi à Tunis, que le président tunisien, Béji Caïd Essebsi, «est convaincu quant à la capacité du peuple algérien de construire un avenir meilleur à la faveur de la démocratie, de la cohésion et de la concorde». Dans une déclaration à la presse au sortir de l'audience que lui a accordée le président tunisien, en marge des travaux de la réunion du Conseil des ministres arabes des Affaires étrangères, préparatoire du sommet arabe, Lamamra a indiqué que «le président tunisien s'intéresse à l'Algérie, de par sa communauté de destin avec la Tunisie» Il a ajouté également que le Président Essebsi «s'est dit absolument convaincu que le peuple algérien qui a accompli des miracles, est capable de construire un avenir meilleur à la faveur de la démocratie, de la cohésion et de la concorde», indiquant qu'il «suit avec intérêt ce qui se passe en Algérie, et est convaincu que le

peuple algérien accomplit, comme à l'accoutumée, une action historique bénéfique à l'Algérie et à tous les peuples de la région». «J'ai apporté des explications au président tunisien et nous avons une conviction partagée que l'Algérie et la Tunisie poursuivront la construction de l'édifice maghrébin, et que leur stabilité renforcera la stabilité de la région tout entière», mettant en exergue que «cette coopération et complémentarité seront consolidées à l'avenir, au service des intérêts suprêmes des deux pays et de la région», a-t-il poursuivi. Par ailleurs, Lamamra a indiqué avoir «transmis un message du Président Abdelaziz Bouteflika à son frère le Président Essebsi», rappelant «le soutien de l'Algérie à la Tunisie pour assurer le succès du sommet arabe». Il a indiqué, en outre, que la rencontre avait constitué une occasion pour les deux parties de passer en revue la situation dans le monde arabe», affirmant qu'il existait «une convergence totale» des vues des deux pays quant aux mesures devant être mises en œuvre en vue de «mobiliser les capacités du monde arabe, pour la défense de la cause palestinienne et face à d'autres défis, dont la question du Golan arabe», relevant «la nécessité d'une forte solidarité entre tous les peuples arabes».

Synthèse M. T. /Ag.

Publicité



République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville
Office de Promotion et de Gestion Immobilière de BOUIRA

Numéro d'Identification Fiscale (NIF) : 0993 1001 020 66 46

Avis d'attribution provisoire de marché de travaux

Conformément aux dispositions des articles 52, 65 et 82 décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de BOUIRA, sis à la cité 1100 logements à BOUIRA – Wilaya de BOUIRA, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 006 / 2019 publié dans les quotidiens nationaux الحورار et L'Echo d'Algérie en date du 16.02.2019, relatif à la réalisation du projet de logements publics locatifs, qu'après évaluation des offres le marché de travaux est attribué provisoirement à :

Opération	Entreprise et numéro d'identification fiscale (NIF)	Note technique	Lot	Montant de l'offre	Montant de l'offre après vérification	Délais	Observations
Projet : 50 / 100 / 530 / 1000 Logements Public Locatifs à SOUK EL KHEMIS	ETB TCE BELLAL Amar Numéro d'identification Fiscale 197826370067220	30,00 Points	RAR TCE y compris VRD	Montant Total 136 523 347.80 DA • Partie logements 127 319 878.30 DA • Partie VRD 9 203 469.50 DA	Montant Total 136 523 347.80 DA • Partie logements 127 319 878.30 DA • Partie VRD 9 203 469.50 DA	24 mois	Offre retenue

Les autres soumissionnaires, sont invités s'ils le souhaitent, à se rapprocher des Services de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de BOUIRA sis à la cité des 1100 logements à BOUIRA – Wilaya de BOUIRA dans un délai de trois (03) jours, à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire dans le BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

La commission des marchés de la Wilaya est compétente pour l'examen de tout recours des soumissionnaires qui doit être introduit dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans le BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux.

Commémoration

Le parcours militant de Si El Houas, «une consécration effective de l'unité nationale»

Les participants à la conférence historique sur le chahid colonel Ahmed Benabderazak Hamouda plus connu sous le nom de Si El Houas, tenue, hier, à la commune de M'chounech (Biskra), ont estimé que le parcours militant de ce chahid représente «une consécration effective de l'unité nationale algérienne».

Dans son intervention durant la rencontre tenue à l'occasion du 60^e anniversaire de la mort Si El Houas (1923/1959) au côté du colonel Amirouche (1926/1959), le Dr. Messaoud Felouci, de l'université de Batna, a estimé que «le sens élevé du nationalisme de Si El Houas, l'a amené à placer l'unité au-dessus de toute autre considération régionale ou tribale et à traiter avec une extrême fermeté toute velléité visant à semer la division dans les rangs des moudjahidines». «Ouvert sur tous les courants de la société algérienne, il avait réussi à nouer des rapports solides dans toute la vaste région des Aurès et est parvenu après avoir combattu les forces de l'occupation dans la zone III de la wilaya I historique, à créer et organiser la wilaya VI historique dans le Sahara», a ajouté le conférencier. Dans son témoignage sur le chahid, le moudjahid Amar Maâlim, a souligné que «le colonel Si El Houas a pris contact début 1955, avec les militants du Sahara pour resserrer les rangs et conjuguer les efforts pour la libération de la patrie», insistant sur «l'indivisibilité du territoire

algérien» qui, a-t-il noté, a été un point fort lors des négociations pour l'indépendance. Le moudjahid Belkacem Didiche a, de son côté, rappelé que le chahid a adhéré tôt au militantisme national au sein du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratique (MTLD) avant de rejoindre les rangs de la révolution en 1955. «Imbu de l'esprit patriotique, Si El Houas, a-t-il ajouté, rejetait toute expression de régionalisme et refusait les pratiques d'exclusion. Les festivités commémoratives présidées par les autorités de wilaya ont donné lieu au lever du drapeau national, la lecture de la Fatiha du Saint Coran et le dépôt d'une gerbe de fleurs à la mémoire des martyrs de la révolution, en présence de moudjahidines et de jeunes, avant la visite de la maison du chahid à M'chounech. Le 29 mars 1959, les deux colonels Si El Houas et Amirouche sont entrés en accrochage armé avec des unités des forces coloniales françaises sur le mont Thamer dans la wilaya de M'sila et une farouche bataille s'en était suivie durant laquelle tombèrent au champ d'honneur les deux colonels.

Ahsene Saaid



Salon international de l'agroalimentaire Le marché algérien est prometteur avec de grandes potentialités



De nombreux participants au Salon international de l'agroalimentaire d'Oran (SIAG 2019), qui a été clôturé, hier, ont été unanimes que le marché algérien est «fertile et prometteur» au vu de ses grandes potentialités, ce qui ouvrira la voie pour investir de nouveaux marchés. Plusieurs participants au salon ont souligné l'importance d'investir dans le marché algérien, et ce, en raison de son étendue et de sa position géographique, ce qui facilite son extension du point de vue économique, ainsi que de la disponibilité des matières premières et de la main d'œuvre, ce qui devra faciliter également l'investissement. Zaïd Nihad El-Nadher, vice-président d'une société saoudienne spécialisée dans la construction de lignes de production et d'emballage pour l'eau et les jus, a souligné que «le marché algérien est fertile, prometteur et important et nous ambitionnons d'y être présents dans les plus brefs délais, dans le cadre de la coopération avec des sociétés algériennes, ainsi que la construction d'une usine, voire davantage, dans le cadre de l'investissement, et ce selon les besoins du marché algérien». Michel Moros, directeur commercial d'une société grecque de production de jus, de thé congelé et de produits aromatiques a fait part de l'intention de sa

société de s'installer en Algérie, dans le cadre du partenariat avec des sociétés algériennes, en raison de son ouverture sur les marchés arabe et africain, d'où la présence au salon de la société, qui possède trois usines en Grèce et plusieurs autres dans le monde. La société envisage également la possibilité de l'ouverture d'une usine en Algérie, a-t-il indiqué.

Pour sa part, le directeur général de la société du Moyen-Orient des industries de plastique, Ahmed Kassad, a fait part de son grand intérêt pour le marché algérien, en raison du taux important de consommation et de l'excellente qualité des produits industriels qui ont besoin d'emballage de qualité, d'où l'intention de la société d'investir dans le marché algérien. Le Salon international de l'agroalimentaire a ouvert la voie aux opérateurs économiques pour avoir une idée sur les développements qui ont eu lieu dans les différents secteurs économiques en Algérie et a constitué un véritable carrefour d'échange d'expériences entre les établissements commerciaux étrangers et nationaux, selon les participants. Le salon, organisé par l'agence «Expoline», qui s'est étalé sur quatre jours, a vu la participation de plusieurs exposants d'Algérie et de 12 autres pays.

L. K.

Palestine

Le nouveau gouvernement sera présenté la semaine prochaine

Le Premier ministre palestinien, Mohammad Ibrahim Chtayyeh, a déclaré, hier, que la composition de son nouveau gouvernement était fin prête et qu'elle sera présentée au président Mahmoud Abbas, la semaine prochaine, après son retour du sommet arabe qui se tiendra dimanche à Tunis. Le Premier ministre palestinien a assuré qu'il s'était entendu avec les différentes factions de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et qu'il allait laisser la porte ouverte à de nouvelles consultations jusqu'à la dernière minute, a indiqué l'agence de presse Wafa. Chtayyeh a souligné, en outre, qu'il avait tenu des réunions avec des membres de la société civile, des acteurs du secteur économique privé, des représentants des conseils locaux et d'autres responsables de la société civile palestinienne afin de connaître leurs attentes vis-à-vis du gouvernement. Le Premier ministre palestinien a assuré que son gouvernement serait ouvert à tous les Palestiniens et qu'il travaillerait à renforcer leur unité, tout en faisant face aux guerres politiques et financières menées par les Etats-Unis et l'occupant israélien contre le peuple palestinien. Chtayyeh, nommé le 10 mars dernier, par le Président Mahmoud Abbas, a demandé une prolongation des délais pour la formation d'un gouvernement, conformément à la loi, afin de disposer de temps nécessaires pour constituer une équipe qui puisse satisfaire toutes les parties de la société.

ANR

Sahli plaide pour l'ouverture d'un dialogue national urgent et inclusif

Le Secrétaire général du parti de l'Alliance nationale républicaine (ANR), Belkacem Sahli a plaidé, hier, à Alger, pour l'ouverture d'un dialogue national «urgent et inclusif», pour parvenir à la formation d'un gouvernement d'unité nationale, dirigé par une personnalité «indépendante et consensuelle». Lors d'une conférence de presse animée, à l'issue de la réunion des secrétaires des bureaux de wilayas, Sahli a mis l'accent sur l'impératif «d'ouvrir un dialogue national global et inclusif réunissant les différentes formations politiques (pouvoir et opposition) et les représentants de la société civile et du mouvement populaire (Hirak), en vue d'engager les mesures nécessaires dans la conjoncture actuelle». Soulignant la nécessité d'initier ce dialogue «dans les brefs délais», soit avant le 28 avril prochain, le SG de l'ANR a plaidé pour la formation «d'un gouvernement d'unité nationale à caractère politique, présidé par une personnalité indépendante et

consensuelle», faisant savoir que le plus important actuellement était de dégager des solutions consensuelles axées sur «le fond». Il a estimé, en outre, que «le débat sur l'application de l'article 102 de la Constitution se base sur la forme, sans apporter une solution de fond ni comment engager le processus d'une transition démocratique», soulignant que le 4^e mandat du président de la République «avait expiré politiquement le 11 mars en cours» et que les mécanismes relatifs à l'expiration du mandat sont énoncés dans la Constitution. L'un des objectifs du dialogue est «la formation d'un mécanisme indépendant pour l'organisation des élections et l'amendement de quelques articles de la loi portant régime électoral», a-t-il ajouté. Sahli a mis l'accent, en outre, sur la nécessité de passer de «la mentalité de la rue» à «la mentalité politique», consistant à impliquer l'élite, toutes obédiences confondues, au dialogue sur la manière de concrétiser ces revendications.

Criminalité financière

Des progrès mais l'informel toujours vulnérable

L'Algérie a réalisé des progrès dans la lutte contre la criminalité financière mais le secteur informel demeure «vulnérable au blanchiment d'argent», a indiqué le département d'Etat dans son rapport 2018 sur le trafic de drogue et les crimes financiers dans le monde.

«Le pays progresse en général dans la lutte contre le blanchiment d'argent et la criminalité financière», souligne le département d'Etat dans ce rapport transmis jeudi au Congrès américain. Ainsi, les transferts d'argent en Algérie font l'objet d'une «surveillance étroite» de la part des autorités et sont soumis à «de nombreux contrôles bancaires», constate le département américain dans ce rapport annuel qui évalue les résultats de la lutte contre les crimes financiers dans 80 pays. «Les autorités algériennes surveillent de près le système bancaire (...) Le système bancaire est très bureaucratique et prévoit de nombreux contrôles sur tous les transferts d'argent», note le rapport. Il explique que «la convertibilité restreinte du dinar permet à la Banque d'Algérie de surveiller toutes les opérations financières internationales effectuées par les établissements bancaires». En outre «l'ampleur du blanchiment des capitaux par le biais du système financier algérien est considérée comme minimale» en raison «d'une réglementation stricte» du secteur bancaire dominé par les banques publiques. Cependant, le rapport relève qu'«une vaste économie informelle

basée sur les paiements en liquide et estimée à 40% du PIB, est vulnérable aux abus criminels». «L'étalement de l'économie informelle et l'usage massif du cash augmentent le risque de crimes financiers», souligne ce rapport, précisant que les cas de blanchiment d'argent sont constatés hors secteur financier officiel à travers, notamment, les transactions immobilières et la fraude commerciale. Les auteurs du rapport estiment qu'il reste aussi certains défis à relever, notamment, en ce qui concerne l'application du régime de lutte contre le blanchiment d'argent, soulignant, toutefois, les progrès réalisés durant les deux dernières années dans le domaine de «Reporting» des banques. La Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF) compile et diffuse aux banques des informations pertinentes sur le blanchiment d'argent. Le rapport de la CTRF couvrant les six premiers mois de 2018 a fait ressortir une légère augmentation en 2017 du nombre de déclarations relatives aux transactions suspectes ou inhabituelles comparé à 2016. Citant des responsables de la CTRF, le rapport explique que la baisse de 2016 était due à la mise en place des réformes de



Ph : L'Echo d'Algérie ©

Reporting au niveau des banques et des technologies permettant de déterminer les transactions liées au blanchiment d'argent. Le document indique que les autorités sont

de plus en plus préoccupées par les cas de fraude douanière et le recours aux paradis fiscaux pour échapper au fisc ou dissimuler des actifs volés.

2^e forum sur l'économie bleue en Afrique

Adoption des propositions de l'Algérie

L'ABEF vise à promouvoir des idées nouvelles et audacieuses permettant d'accélérer une transformation structurelle en Afrique et à créer des emplois pour une jeunesse dynamique en pleine croissance. Le Forum offre une plateforme unique aux différents acteurs engagés en faveur des océans pour partager leurs idées sur la réalisation de

l'objectif de développement Durable 14 et présenter de nouvelles opportunités d'investissement dans les industries océaniques traditionnelles et émergentes, tout en facilitant les partenariats public-privé et le networking. Lors de sa première édition, les intervenants et délégués de l'ABEF avaient souligné l'importance de la coopéra-

tion internationale, de l'éducation et de financements innovants pour développer l'économie bleue en Afrique à plus grande échelle. Ils avaient, notamment, souligné que pour y parvenir, gouvernements et secteur privé devaient impérativement adopter une approche concertée et coordonnée.

Téléphonie mobile

Infinix se lance dans le marché algérien



Encore une fois, le marché algérien de téléphonie mobile démontre son attractivité et attire les marques étrangères. La dernière en date n'est autre qu'Infinix, une entreprise chinoise spécialisée uniquement dans la

fabrication de smartphones de haut de gamme. Créée en 2013 seulement et présente dans 35 pays du la planète, Infinix se fraye déjà un chemin en Algérie parmi les géants de la téléphonie mobile et se lance

officiellement dans notre marché en s'appropriant à proposer aux consommateurs algériens les meilleurs produits, à des prix concurrentiels. «Ce sont des appareils conçus pour les jeunes générations qui souhaitent mener une vie différente», a relevé le directeur général de la marque chinoise, lors d'une cérémonie organisée récemment à Alger. Pour Benjamin Jiang, l'Algérie est un marché à fort potentiel et en dépit de la présence de plusieurs marques, aussi prestigieuses les unes que les autres, il peut y avoir de la place pour tout le monde. «C'est une bonne nouvelle pour la concurrence. Chacun devra, de ce fait, faire preuve d'innovation et d'imagination pour contenir le convaincre le consommateur algérien», a-t-il estimé qui révèle qu'Infinix va commercialiser dans un premier temps trois modèles dès ce mois d'avril pour des prix variant entre 14.000 DA et 27.000 DA. Il s'agit des S3X, Hot6X et Smart2, des produits conçus avec un design «très élégant», offrant au passage plusieurs possibilités qui feront de ces appareils un compagnon «utile» au quotidien. Et pour séduire davantage la clientèle algérienne, outre un «concentré» de technologie embarqué dans les smartphones multi-usages, Infinix compte mettre en place une stratégie «mûrement réfléchi», basée sur un service après-vente premium et efficace. Pour l'assemblage des smartphones, les chinois auraient jeté leur

dévolu sur l'entreprise algérienne «Condor» en vue d'un partenariat qui s'annonce fructueux pour les deux parties. Face à la forte concurrence et dans l'optique de lui garantir une place de «choix» dans le marché de la téléphonie mobile, Infinix s'appuie sur 5 règles essentielles, à savoir l'individualité, l'originalité, la passion, l'expérimentation et la progression. «Nous nous engageons à mettre au point des technologies de pointe et des dispositifs mobiles dynamiques conçus de manière moderne pour créer des expériences de vie intelligentes ciblées à l'échelle mondiale et ce, en fusionnant technologie et tendance», a expliqué le DG d'Infinix qui assure que grâce à des interactions quotidiennes, les produits en question deviennent un mode de vie qui représente des expériences «novatrices» pour les jeunes du monde entier. Côté technique, il faut savoir que les smartphones de la marque chinoise se caractérisent par des caméra-photos de «haute» qualité mais aussi de double SIM, de 3 GB de RAM, 32 GB de Stockage interne et ils sont alimentés par une batterie 4000mAh. Tournant sous Android, avec l'esprit de marque qui «défie» les normes, les produits Infinix se targuent d'avoir des partenaires de systèmes d'écho de premier rang à travers le monde, à l'instar de Google, Qualcomm et Mediatek, ce qui constitue une excellente vitrine commerciale pour la marque. N. I.

Tizi-Ouzou

Une production de plus de 10,3 millions de litres d'huile d'olive

Un volume de plus 10 307 400 litres d'huile d'olive a été produit à Tizi-Ouzou durant la campagne oléicole 2018-2019, a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

Selon la chargée de la filière oléicole, Samia Hadjih-Djouadi, ce volume d'huile représente une quantité de 504 208 quintaux d'olives triturées avec un rendement de près de 20,5 litres/quintal. L'opération de trituration, a débuté le 20 novembre 2018, au niveau de 296 huileries de la wilaya et a été clôturée le 2 mars courant. Cette production dépasse légèrement les prévisions de production de la DSA pour cette saison, qui étaient d'environ 8 millions de litres d'huile, a-t-on rappelé. La wilaya de Tizi-Ouzou dispose d'un parc qui totalise 450 huileries dont 109 sont modernes et 45 subventionnées par l'Etat dans le cadre du Fonds national de régulation et du développement de l'agriculture agricole (FNRDA). A ces huileries modernes s'ajoutent 57 autres semi-automatiques et 284 traditionnelles, a-t-on ajouté de même source. Hadjih a précisé que la campagne de cueillette d'olives, qui a débuté à la mi-octobre 2018, a été effectuée sur 33 512 ha d'une oliveraie d'une superficie totale de 38 650 ha comptant près de 4,5 millions d'oliviers, pour toute la wilaya. La variété cultivée localement est le Chamlal (une olive à huile) qui occupe 90% du verger oléicole local. Le reste est réparti entre les variétés Azradj (8%) et Limli et Bouchek (2%). La baisse de la

production comparativement à la campagne 2017-2018 où elle a été de plus d'un peu plus de 13,4 millions de litres d'huile, s'explique essentiellement par le phénomène physiologique d'alternance de la production de la variété Chamlal et des conditions climatiques défavorables (des pluies abondantes en avril/mai qui ont fait tomber les fleurs), a indiqué Hadjih. Pour améliorer la production oléicole locale en qualité et en quantité plusieurs mesures et actions ont été engagées par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, la DSA et ses différents partenaires dont l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé en agriculture de montagne (ITMAS) de Boukhalifa, l'université, la Cambre d'agriculture et la Caisse régionale de la mutualité agricole (CRMA). Au titre de ces mesures, la wilaya de Tizi-Ouzou a bénéficié d'un programme d'extension et de rajeunissement de son verger oléicole par la plantation de 340 000 nouveaux plants et le greffage de 160 000 oléastres. Des formations sur les bonnes pratiques culturales, la taille de fructification et de régénération, la récolte, le stockage et la production d'une huile de qualité (vierge et extra-vierge), ont été également initiées par la DSA. Cinq champs-écoles sur l'oléiculture ayant



pour but l'amélioration de la production oléicole locale ont été, en outre, créés à Makouda, Béni Douala, Azazga, Boghni et Maâtkas par le Conseil interprofessionnel oléicole de Tizi-Ouzou. «Ces vergers oléicoles seront des sites de formation et de

démonstrations régionaux au profit des agriculteurs qui pourront y apprendre les bonnes pratiques en vue d'améliorer la rentabilité de leurs oliveraies et produire une huile de qualité», a-t-on rappelé de même source.

Aïn Defla

Les producteurs de pommes de terre dans le désarroi

Selon plusieurs sources dont celle de la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya, les causes de la régression de la production de pommes de terre sont dues, entre autres, aux coûts très élevés des différents produits fertilisants, phytosanitaires et aussi des semences, c'est-à-dire les intrants qui sont indispensables à la culture de la pomme de terre et à sa croissance. À cela s'ajoutent également la faramineuse prise en charge financière de la main-d'œuvre, de l'eau destinée à l'irrigation, des engrais et du transport «sans oublier le volet relatif au foncier agricole dont l'hectare coûte actuellement excessivement cher par rapport aux années précédentes. Alors qu'elle faisait le bonheur à la fois des agriculteurs et des consommateurs par le passé, la culture de la pomme de terre dans la wilaya de Aïn Defla est en train de connaître une

régression sensible, voire inquiétante au fil des années. Ce sont ces paramètres qui ont contraint les spécialistes de cette variété de culture, pourtant rompus à l'expérience dans le domaine, d'aller produire ailleurs, dans d'autres wilayas à travers le pays où les prix des mêmes intrants sont remarquablement réduits par rapport à ceux appliqués à Aïn Defla». Toujours d'après nos différentes sources, il a été fait savoir, dans le même contexte, que la superficie destinée à la culture de la pomme dans toute la wilaya est passée de 24 000 ha par le passé à 14 000 ha de nos jours. Pour les consommateurs avec lesquels nous sommes entretenus, il s'agit d'une régression fortement inquiétante, «surtout que notre wilaya a toujours été leader au niveau national en matière de culture et de production de ce type de tubercule. C'est la raison pour

laquelle, d'ailleurs, le prix de la pomme de terre n'a jamais cessé d'augmenter. On est en train de cultiver, malheureusement, d'autres sortes de cultures (melon, pastèques et tomates, entre autres) à la place de la pomme de terre, et ce, pour des raisons de rentabilité financière». Quant aux nombreux producteurs de pomme de terre qui ont préféré changer de cap pour aller investir à Laghouat, à El Oued, à Tiaret, à Médéa, à Relizane ou encore à Djelfa, certains d'entre eux ont expliqué que les charges financières qu'ils assumaient à Aïn Defla étaient lourdes et insupportables, «contrairement à ce qui se passe dans d'autres wilayas du pays où des facilités sous de différentes formes sont accordées aux agriculteurs, ce qui leur permet de produire aussi quantitativement que qualitativement».

Bouira

Dotations financières importantes pour le développement local

La wilaya de Bouira vient de bénéficier d'une enveloppe budgétaire estimée à 14 milliards de dinars, soit 1.400 milliards de centimes, rentrant dans le cadre du développement local, a indiqué le premier magistrat de la wilaya au terme de la clôture de la première session de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). En effet, et dans l'objectif du redémarrage de certains projets et du lancement d'autres, notamment dans les secteurs des travaux publics, l'éducation, l'aménagement urbain et les ressources en eau, que le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et sur la base de la demande exprimée par les autorités locales, a procédé à l'octroi de cette cagnotte. Dans le détail et concernant la répartition de cette somme, le secteur des travaux publics, se taille pour ainsi dire la part du lion avec pas moins de 450 millions de dinars. Ainsi, il est programmé la réfection des chemins de wilaya N° 21, 93, 62 et 127. Ainsi et pour ce qui est du CW 21, reliant la commune d'El Hachimia (sud-ouest de

Bouira) aux localités voisines de Gora et Ouled El Hadj Ali, il se trouve dans un état de dégradation des plus avancées. En effet, les routes, menant vers les diverses localités de la région, sont jonchées de nid-de-poule et de crevasses. Leur réhabilitation sera une bouffée d'oxygène. Idem pour le CW 93, reliant Guerrouma à Lakhdaria. S'agissant du phénomène des glissements de terrain qui affecte certaines communes de la wilaya, une enveloppe de 300 millions de dinars a été accordée dans le but de permettre d'entamer les travaux nécessaires. Ainsi, lors de l'hiver dernier, plusieurs affaissements de terre ont été recensés, notamment dans la localité de Hadjita, relevant de la commune de Djebahia (ouest de Bouira) et à Selloum, dans la commune d'Aghbalou et Achabou et dans la municipalité de Saharidj, 60 km à l'est de Bouira. D'ailleurs, le 7 février dernier, le wali de Bouira, s'était rendu dans les localités de Selloum et Aghbalou, où il avait tenu à rassurer la population. Le secteur de l'aménagement

urbain n'est pas en reste, puisqu'une cagnotte de plus de 300 millions de dinars lui a été allouée. Il est vrai que l'aménagement au sein de la plupart des communes de la wilaya reste très en deçà des attentes. Au chef-lieu de la wilaya, le parfait exemple de cette détérioration est sans conteste le boulevard Zighout-Youcef, l'une des principales avenues de cette municipalité. Cette artère est livrée aux immondices et autres déchets en tout genre, qui s'amoncellent sur toute sa longueur. Les décharges d'ordures ménagères débordent et les bennes à ordures sont pleines à craquer. Les secteurs de l'éducation ainsi que des collectivités locales, ont également bénéficié de respectivement 200 et 100 millions de dinars dans le cadre du développement local. Pour ce qui est de l'éducation, il est programmé la réfection et la réhabilitation de plusieurs établissements du moyen et de secondaire. Les parcs communaux quant à eux devraient être renouvelés et bénéficier de nouveaux équipements.

Par ailleurs et dans le cadre de l'assainissement du foncier agricole entamé par les services de la Direction des services agricoles (DSA) sur instruction du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, pas moins de 220 hectares ont été récupérés, a précisé le wali de Bouira. Selon ce dernier, la commission en charge de la redistribution de ces terres selon un cahier de charges bien déterminé, n'a pas encore statué. «Etant le président de cette commission, je peux assurer aux citoyens de la wilaya qu'aucune terre n'a été affectée et les bénéficiaires seront exclusivement de la wilaya de Bouira», a-t-il soutenu. Selon Limani, les bénéficiaires devront répondre à un cahier des charges à «obligation de résultats». «Les bénéficiaires seront soumis à une obligation de résultats et de rendement (...) on ne peut plus se permettre de dilapider la terre». Selon les estimations de certains experts, la wilaya de Bouira possède plus de 1200 has qui sont en jachère.

Souk Ahras

L'investissement «otage» des entraves financières et de la nature du foncier

L'investissement à Souk Ahras demeure otage des entraves financières et de la nature du foncier, s'accordent à dire responsables concernés et investisseurs.

Sur les 248 projets d'investissement avalisés par le comité de wilaya d'assistance à la localisation et à la promotion de l'investissement et de la régulation du foncier (Calpiref), seuls 24 ont effectivement été concrétisés depuis 2011, dans la wilaya de Souk Ahras, a indiqué le directeur de l'industrie et des mines, Mohamed Laïd Hamzaoui. Le même responsable a souligné que sur ce nombre, 91 projets sont au stade des procédures administratives tandis que 133 n'ont pas encore démarré pour de multiples causes dont les lenteurs de certaines administrations, l'incapacité financière des porteurs de projets et la nature du foncier industriel. Il a précisé que 50 % des projets concernent le secteur industriel (agroalimentaire, matériaux de construction, plastique, bois, papier), 8 % le secteur touristique, 18 % portent sur la création de cliniques médicales, crèches, stations multiservices et centres commerciaux et 10 % touchent le secteur agricole. Parmi ces projets, 127 sont répartis sur les zones d'activités de M'daourouche, Sedrata, Oued Keberit et Sidi Fredj, en cours d'aménagement, et 116 sur des terrains de la propriété de l'Etat, selon la même source qui a relevé que tous ces projets étaient censés mobiliser des investissements d'une valeur de 33 milliards de dinars et devant générer 8550 emplois. Pour la directrice locale du tourisme par intérim, Nafissa Fatmi, la faiblesse dans la concrétisation des projets tient au manque de sérieux de certains investisseurs qui ont bénéficié de tout l'accompagnement des services de la direction locale et de ceux du ministère de tutelle sans, néanmoins, lancer les travaux de réalisation ou, parfois, les lancent «timidement». Elle a, dans ce sens, rappelé que 20 investisseurs ont obtenu l'accord des services centraux pour leurs projets touristiques mais seulement 5 ont entamé effectivement les travaux de



réalisation, 14 n'ont encore pas entamé les travaux tandis que le dernier est confronté à un litige sur le terrain d'assiette lancé, a ajouté la même responsable. Il a aussi relevé que le wali a annulé dernièrement 16 concessions foncières pour défaut de concrétisation des projets.

L'incapacité financière, l'autre problème de l'investissement

De son côté, la directrice du guichet unique de l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi), Wahida Bikasse,

estime que le financement, la nature juridique du foncier et le passage par les terrains des réseaux en plus du non-sérieux de certains porteurs de projets sont les principales entraves à l'engagement des projets en dépit des avantages fiscaux et parafiscaux offerts par l'Andi dans le cadre du programme des Hauts Plateaux. Lounes Khaoula, propriétaire d'une chaîne hôtelière à Boumerdès, a imputé à «la bureaucratie et les écueils administratifs dont ceux du service de contrôle technique de la construction», l'arrêt des travaux de son hôtel «4 étoiles» pour la réalisation duquel il a, pourtant, bénéficié, en 2017, d'une concession au POS-10, à Souk Ahras. Selon cet investis-

seur, les lenteurs de certaines administrations lui ont occasionné de «grands préjudices financiers» conséquemment à la suspension des travaux et a appelé le ministère de tutelle et les autorités de wilaya à intervenir pour relancer les travaux de cet hôtel qui sera un plus pour cette wilaya frontalière, dépourvue de structures d'accueil et d'hébergement. L'investisseur, Yacine Djouamaâ, patron de la société «El Kalam» de fabrication d'articles scolaires, a indiqué avoir bénéficié d'un terrain de 1300 m² pour l'extension de son entreprise qui emploie 30 travailleurs mais la non-identification de la nature juridique du terrain, a fait que le projet «stagne».

Mila

Exposition de sensibilisation sur L'eau

Une exposition de sensibilisation sur l'eau, organisée, vendredi à la Maison de l'environnement de Mila, sous le slogan «L'eau est notre vie», a mis en exergue les activités de cinq clubs verts d'écoles primaires du chef-lieu de wilaya. Des travaux manuels et des dessins sur l'environnement sont exposés à cette occasion, ainsi que des affiches expliquant les activités et les missions des établissements faisant partie du secteur des ressources en eau de la wilaya, à l'instar de l'Algérienne des eaux (ADE), l'Agence nationale de l'assainissement et l'Office national des barrages

(ONB). Les activités de nombreuses associations de l'environnement et de pépinières de la wilaya ont été également exposées, notamment dans le domaine des activités périodiques de plantation d'arbres et les initiatives de sensibilisation œuvrant à la sauvegarde de l'eau, ainsi que les opérations de nettoyage des villes et forêts de la wilaya. Par ailleurs, un concours portant sur la meilleure œuvre environnementale et ciblant 20 adhérents de clubs verts et associations de l'environnement de la wilaya a été mis sur pied en parallèle, ont indiqué les organisateurs de l'expo-

sition. Cette manifestation de deux jours est organisée par la Maison de l'environnement, en coordination avec les Directions locales des ressources en eau et de l'environnement, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'eau qui coïncide avec le 22 mars de chaque année et des vacances scolaires de printemps. Cette exposition a pour objectif de sensibiliser les citoyens sur l'importance de la préservation de l'eau dont le gaspillage et la pollution peuvent avoir de sérieuses conséquences sur la communauté.

M'sila

Distribution durant l'année 2019 de 10 périmètres agricoles abandonnés

Une opération d'attribution de parcelles de terres agricoles à travers dix périmètres sera lancée «courant 2019» dans la wilaya de M'sila, a-t-on appris, hier, auprès des services de la wilaya. «Ces périmètres agricoles, abandonnés par des anciens bénéficiaires, sont répartis sur une dizaine de communes de la wilaya et font actuellement l'objet d'un assainissement destiné à mesurer l'impact économique de ces espaces et à éviter tout conflit lié à la propriété des terrains concernés», a précisé la même source, détaillant que la direction locale des services agricoles a fixé «d'ici à la fin de cette année», le

délai de finalisation de cet assainissement. La même source a fait savoir que «la priorité dans l'attribution de ces parcelles de terres agricoles sera donnée aux jeunes agriculteurs résidant dans les communes où sont situés ces périmètres». Huit autres périmètres agricoles ont fait l'objet de distribution au cours de l'année 2018, ont rappelé les services de la wilaya notant que la distribution a pris en considération des critères liés, entre autres, à «la formation universitaire et professionnelle, exclusivement en agriculture, des bénéficiaires et la possession des équipements agricoles adéquats».



Oran

De nouvelles stations d'épuration pour la protection du littoral ouest

La protection du littoral de la région ouest du pays sera bientôt consolidée par la réalisation de nouvelles stations d'épuration (STEP), selon des responsables de la Zone d'Oran de l'Office national de l'assainissement (ONA).

«L'exploitation des futures structures aura un impact positif au plan environnemental, notamment dans la lutte contre les rejets en mer», a expliqué Fazia Merzoug, cadre d'études chargée de la communication. A l'issue des activités célébrant la Journée mondiale de l'eau (22 mars), la responsable a fait savoir que de nouvelles STEP sont en projet au niveau de différentes collectivités côtières, dont Beni Saf (Aïn Témouchent) et Marsat Ben M'hidi (Tlemcen).

Ces deux stations fonctionneront respectivement à raison d'une capacité de traitement de 94 000 et 40 000 Equivalents-Habitant (Eqh), unité de mesure exprimant la charge polluante produite quotidiennement par chaque habitant. Le littoral de Mostaganem verra quant à lui la gestion de la STEP des «Sablettes», en cours d'exploitation, transférée par l'entreprise de réalisation à l'ONA dans un proche délai, a fait savoir la représentante de l'Office, rappelant que cette station est dotée d'une capacité importante estimée à 350 000 Eqh.

L'ONA est également maître d'ouvrage délégué dans d'autres projets de réalisation de STEP prévues à Oued

Tlélat (Oran, 160 000 Eqh) et à Mohammadia (Mascara, 95 000 Eqh), a-t-elle signalé. Une quarantaine de stations d'épuration sont gérées par la Zone d'Oran de l'ONA dont le champ de couverture s'étend aux wilayas de Mostaganem, Mascara, Sidi Bel-Abbès, Aïn Témouchent et Tlemcen. Une partie de la production de ces stations est destinée à l'irrigation agricole des périmètres de la région Ouest qui a bénéficié, en 2018, d'un volume de 9 millions de mètres cubes d'eau épurée. A l'échelle nationale l'ONA gère le réseau d'assainissement de 1140 communes, réparties dans 42 wilayas abritant 152 stations d'épuration et 480 stations de relevage. A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'eau, l'ONA a participé à travers toutes ses zones et unités aux différentes manifestations organisées par le ministère des Ressources en eau dans l'ensemble des wilayas.

Les enjeux cruciaux relatifs à l'eau et à l'assainissement ont été mis en relief dans ce cadre auprès du grand public qui a été convié à la visite d'espaces d'expositions aménagés avec des supports de communication et des jeux éducatifs pour les enfants.



Relizane

La sonnette d'alarme est tirée sur l'irrigation de terres agricoles avec des eaux usées

Des écologistes et divers intervenants versés dans le domaine de la protection de l'environnement et du cadre de vie dénoncent le comportement irresponsable d'exploitants agricoles qui utilisent des eaux usées pour irriguer leurs champs, cultiver des légumes ou entretenir des espaces verts où leurs troupeaux d'ovins et de bovins viennent paître.

Personne n'ignore que les légumes et autres produits agricoles irrigués par des eaux contaminées constituent un danger pour les consommateurs, mais cela n'empêche pas outre mesure certains agriculteurs, dénués de frontières morales, de tricher et d'utiliser des moyens frauduleux dans le but de se remplir les poches sans penser aux fâcheuses conséquences causées par leurs actes empreints de lâcheté puisqu'ils dissimulent leurs motopompes dans des buissons, des fossés et d'autres endroits à l'abri des regards, et irriguent en cachette leurs champs agricoles de cultures maraîchères et fourragères. L'irrigation de parcelles de terre agricoles aux eaux usées qui constitue un danger pour la

santé publique est pratiquée au niveau de plusieurs localités de la wilaya de Relizane, selon des sources crédibles. Ces dernières signalent que cet état de fait est vécu à Belacel, Sidi Khettab, Oued Djemaâ, entre autres. Au cours de contrôles périodiquement opérés par les gendarmes des dizaines de motopompes hydrauliques ont été saisies, des cultures agricoles détruites avec labourage systématique de champs et des agriculteurs surpris en flagrant délit d'irrigation aux eaux usées, ont été traduits en justice. Face à ce phénomène négatif qui prend de l'ampleur en raison du manque de pluie, des effets de la sécheresse et de la chute du niveau d'eau des puits agricoles, les services de prévention et de la protection sanitaire et d'autres tels que ceux de la commune et du commerce sont interpellés à redoubler d'efforts pour mettre un terme ou du moins diminuer avec l'apport des services de sécurité, le champ d'action d'une multitude d'irresponsables qui s'amuse à jouer avec la santé des citoyens

Mascara

2 milliards de dinars dégagés pour l'ouverture de pistes et la rénovation des routes

La wilaya de Mascara a bénéficié d'une enveloppe de 1,870 milliard de dinars destinée à l'ouverture de pistes rurales et forestières et la rénovation de chemins vicinaux, a-t-on appris du directeur des travaux publics. Tahar Nekkache a indiqué que le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a consacré, pour la wilaya à travers la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, un montant de 1,470 milliard de dinars pour l'ouverture de pistes rurales et forestières dans les communes, soit un projet au moins par commune. L'élaboration des cahiers des charges des 53 projets concernés a été achevée au niveau du ministère précité pour le lancement des travaux en mai prochain, a-t-il fait savoir, soulignant que l'ouverture des pistes contribuera à l'amélioration des conditions de vie des citoyens des zones rurales en facilitant le transport des produits agricoles vers les marchés et l'accès aux forêts qui font l'objet d'une grande opération pour leur exploitation économique. Le même responsable a annoncé que le ministère des Travaux publics et des Transports a consacré une enveloppe de 400 millions de dinars pour la réfection des chemins vicinaux de plusieurs communes dont Aïn Farès, Matemore et Mamounia qui seront lancés au mois de mai prochain. Par ailleurs, le secteur des travaux publics a bénéficié d'autres opérations au titre des plans de développement communaux (PCD) et du budget de wilaya pour la rénovation des chemins de wilaya et communaux, a-t-on ajouté.

Tlemcen

Distribution de 1284 logements AADL

Quelque 1284 logements de type AADL ont été distribués à leurs bénéficiaires, ce samedi, dans le quartier d'Oujlida, relevant du groupement urbain du Grand Tlemcen. Ce quota fait partie, selon le wali, Ali Benyaïche, d'un programme de 2000 logements AADL construits dans ce quartier, situé dans la périphérie nord de la ville de Tlemcen. Le reste de ce programme estimé à 716 logements sera distribué, lors de la célébration de la double fête de l'indépendance et de la jeunesse. Le même responsable a rassuré les bénéficiaires des logements sociaux dont les listes ont été affichées en

novembre et décembre derniers, qu'un premier quota de 1600 logements sera distribué dans les jours à venir. Le programme global de ces logements sociaux à travers la wilaya de Tlemcen est estimé à 6600 logements.

La commission d'étude des recours finalise actuellement son travail avant la distribution, par étapes, des logements, a assuré le wali de Tlemcen. Par ailleurs, il a annoncé que 192 logements promotionnels publics seront également distribués prochainement tout comme quelque 300 logements promotionnels publics aidés.



Ghardaïa

Mariage collectif pour près de 200 couples issus de milieux défavorisés

Près de 200 couples issus de milieux défavorisés ont convolé en justes noces durant le week-end dans différentes localités de la wilaya de Ghardaïa, au cours de cérémonies de mariage collectif, dans la pure tradition ancestrale de la région.

Initié par le tissu associatif (associations de quartiers et autres religieuses), l'évènement a attiré une foule nombreuse composée des proches des mariés, des autorités locales, des visiteurs et autres touristes. Organisées durant les vacances de printemps dans la convivialité et la solidarité, ces cérémonies de mariage sont entièrement financées par des bienfaiteurs et donateurs dans le but de consolider les liens sociaux et de promouvoir la culture solidaire. «L'objectif est d'encourager le mariage conformément à nos valeurs islamiques et d'aider les jeunes en difficulté financière à enterrer la vie de célibat et s'intégrer dans la société avant de tomber dans la dépravation», a indiqué Hadj Mohamed, un des organisateurs d'un mariage collectif d'une vingtaine de couple au quartier de Theniet El Makhzen (Ghardaïa). Cet événement, dédié aux plus modestes, est organisé dans la pure tradition de la région de Ghardaïa qui s'inspire des rituels ancestraux d'entraide et de solidarité instaurés dans les différents ksour du M'zab, a affirmé, de son côté, B. Metahri, membre organisateur d'un mariage collectif dans le Ksar de Mélika.

Les mariages collectifs sont une occasion pour promouvoir les valeurs de solidarité et de cohésion sociale dans notre localité selon nos traditions ancestrales de mariage, a abondé dans le même sens Youcef Azzouz, un notable de Daïa Ben Dahoua.

Après le dîner de mariage composé essentiellement d'un couscous garni de viande de chamelon, préparé avec les dons des bienfaiteurs, la tradition veut que les futurs mariés, accompagnés de leurs vizirs (aide de

camp) et munis d'effets vestimentaires de circonstance s'installent devant les centaines d'invités sur une estrade aménagée pour l'occasion pour l'ultime cérémonie d'habillage du nouveau marié. La cérémonie d'habillage, très attendue dans la soirée de mariage, connaît la présence outre les membres des familles et amis des jeunes mariés, des bienfaiteurs, donateurs et des autorités locales ainsi que de nombreux touristes et visiteurs de passage dans la région. De nombreux visiteurs et touristes, qui se rendent à Ghardaïa pour la première fois, souhaitent découvrir l'authenticité et l'originalité du mariage collectif ainsi que le rituel d'habillage des mariés, ce qui a incité les tour-opérateurs de voyage à inclure dans leurs prestations ce rituel de célébration de mariages à Ghardaïa.

La tradition veut que chaque nouveau marié soit habillé par un imam choisi au préalable par sa famille, devant l'assistance qui fredonne des chants religieux.

En parallèle, une cérémonie d'habillage réservée exclusivement aux femmes est également organisée chez les futures épouses, a-t-on fait savoir. Selon un organisateur de mariage groupé d'une cinquantaine de couple à Berriane, les préparatifs ont pris plusieurs mois, précisant que les jeunes mariés ont bénéficié, de tout un programme de préparation, selon le cérémonial local, sur le rôle de l'institution du mariage dans la consécration des valeurs de stabilité et de prospérité dans la société. Des prêches portant sur les vertus du mariage dans la consécration des valeurs de stabilité et de la solidarité sociale ainsi que le rôle du couple dans la consolidation de la



cohésion de la société musulmane sont prononcés durant les différentes cérémonies de mariage par des imams. Interrogé un membre organisateur du mariage collectif à Ghardaïa a soutenu que les coûts des cérémonies de mariages sont très élevés et handicapent de nombreux jeunes à former une famille, précisant que son rôle est d'aider les jeunes issus des familles

pauvres à accéder à la vie conjugale et construire un foyer. Les circonstances sociales et économiques ont minimisé la tendance d'une célébration faste, a souligné un universitaire de la région, ajoutant que les nouveaux couples et leurs familles se mettent la plupart du temps d'accord pour réduire les coûts en s'intégrant dans les cérémonies de mariage collectif.

Ouargla

Plusieurs projets routiers dans la daïra d'El Hadjira



Plusieurs projets de réalisation et de maintenance de routes ont été retenus en faveur de la daïra d'El Hadjira (Ouargla), a-t-on appris, ce samedi, auprès des services de la wilaya.

Parmi ces opérations, le revêtement de 2 km de voies dans certains quartiers de la commune d'El Alia et la finalisation dans le village de Taïbine (même commune) du revêtement de la route reliant sur 2 km les zones de Brida et El Hamamda, a-t-on signalé. El Hadjira a également bénéficié d'une opération de maintenance sur 3,5 km d'une artère principale au chef-lieu de daïra, financée dans le cadre des aides accordées par la commune de Hassi Messaoud aux autres collectivités de la wilaya, dans le cadre de la solidarité intercommuna-

le, a-t-on ajouté. Cette opération vise à améliorer le cadre urbain de la ville et à y fluidifier la circulation.

Une autre opération, sur budget de wilaya, a été retenue pour le renforcement de 2,5 km de la route reliant le chemin de wilaya N° 33 au village de Rachedi, via la localité de Lagraf, et qui a bénéficié aussi du renforcement d'une tranche d'un kilomètre dans le cadre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, selon la même source.

Les travaux de réhabilitation projetés sur cette route de 10 km, dont 3,5 km ont été finalisés, visent à fluidifier la circulation sur cet axe et à assurer le confort à ses usagers, en plus de faciliter l'accès à la ville d'El Hadjira et aux périmètres agricoles de la région.

Plus de 20 quintaux de miel récoltés l'an dernier

Une récolte de 27 qx de miel a été réalisée l'an dernier à travers la wilaya de Ouargla, a-t-on appris du conseil interprofessionnel des filières apicole et aquacole de la wilaya. Cette production, en hausse par rapport à celle de 2017, a été obtenue grâce, notamment, à l'accroissement du nombre d'apiculteurs (actuellement au nombre de 22), l'acquisition de nouvelles ruches pour les porter à 560 présentement et les efforts déployés par les services agricoles pour l'encouragement et le développement de

la filière, a précisé le président du conseil précité, Chaker Medakken.

Les ruches sont installées, notamment, au niveau des superficies agricoles de Tebesbest (wilaya déléguée de Touggourt) et de Aouinet-Moussa (commune de Sidi Khouiled) et la ferme de démonstration de production de semences dans la commune de Hassi Benabdallah, a-t-il précisé en signalant que sur plus de 300 variétés de miel, 6 sont produites en régions sahariennes.

Dans le but de promouvoir la filière, 85

jeunes ont bénéficié de sessions de formation organisée par l'Association des apiculteurs et aquaculteurs de la wilaya, sous la supervision pédagogique de cadres du Centre de formation et de vulgarisation agricole de Sidi Mahdi (commune de Nezla). Ces sessions ont porté sur divers axes, dont les principes de base de l'apiculture en milieu saharien, les modes de gestion des ruches et la valorisation et la commercialisation des produits mellifères. Des journées de sensibilisation ont également été initiées en

direction des agriculteurs sur l'intérêt de l'investissement dans la filière apicole et sur ses différents usages que ce soit en matière de produits mellifères ou de pollinisation des végétaux. Reste qu'en dépit des efforts déployés pour booster cette filière, la rudesse des conditions naturelles, la canicule et les vagues de froid, contraignent à certaines périodes de l'année les apiculteurs à déplacer leurs ruches vers d'autres wilayas, telles que Illizi, Djelfa ou Laghouat, pour éviter les pertes, selon le même responsable.

Mozilla lance Firefox Lockbox sur Android, un nouveau gestionnaire de mots de passe

Firefox Lockbox, le nouveau gestionnaire de mots de passe proposé par Mozilla devrait séduire les internautes en quête d'une solution pour centraliser la gestion de tous leurs identifiants sur le web. On retrouvera un nouveau gestionnaire de mots de passe gratuit sur Android. Lancé par Mozilla et dénommé Firefox Lockbox, il vise à mieux protéger l'utilisateur et ses comptes utilisateur. L'outil permet de stocker ses identifiants en dehors du smartphone. Après l'avoir lancé sur iOS, Mozilla lance son nouveau gestionnaire de mots de passe Firefox Lockbox sur Android. La fondation décrit comme suit son outil : « un produit expérimental [...] qui vous donne accès à des mots de passe enregistrés dans Firefox ». Cette application synchronise en fait vos identifiants entre le navigateur Firefox et Firefox Lockbox sur votre smartphone. Avec cette méthode, vous n'avez alors plus besoin de retenir votre mot de passe. Cette synchronisation s'effectue par l'intermédiaire de votre compte Firefox. Sachant que la sécurité

des mots de passe est fragile, ce nouveau dispositif tombe à point nommé. En effet, les usagers sont souvent amenés à créer une multitude de comptes sur le web, avec bien souvent le même mot de passe pour ne pas l'oublier. De ce fait, ces mots de passe sont souvent peu sécurisés. Si l'authentification double facteurs est une solution relativement fiable, l'alternative proposée par Mozilla est quant à elle encore plus pratique. Pour utiliser Firefox Lockbox, il faut dans un premier temps utiliser le navigateur Firefox sur votre PC, sachant que les mots de passe sont synchronisés avec ce dernier. Ensuite, il faut créer un compte Firefox pour la synchronisation. Vous pouvez ensuite ouvrir Firefox Lockbox depuis votre smartphone en vous connectant via votre compte. L'application est déjà disponible sur le Google Play Store, ainsi que depuis APK mirror, où elle peut donc être téléchargée. Avec cette solution, il est donc possible de gérer simplement ses identifiants. Il est alors possible de copier et coller des mots de passe dans son



espace sécurisé. Firefox Lockbox permet aussi de sécuriser la synchronisation entre différents appareils via un cryptage en

256-bits. Enfin, le dispositif peut aussi être défini comme service de remplissage automatique.

Oppo lance sa marque Reno 100% borderless



Oppo met en avant sa marque Reno et ose deux nouveaux smartphones haut de gamme, avec un système de caméra en tiroir permettant un quasi 100% borderless. Alors que Oppo avait annoncé, il y a plusieurs semaines, une présentation officielle de sa nouvelle gamme de smartphones le 10 avril prochain, voici qu'une fuite dévoile un modèle particulier de sa marque Reno, dont la caméra frontale révolutionne le look des téléphones avec un dispositif en tiroir insolite. Ce système, qui n'est pas sans rappeler un aileron de requin, permet au constructeur chinois de supprimer la caméra frontale du smartphone. Sur ce modèle, elle est donc à présent intégrée et cachée dans la partie haute du

mobile, et ne se dévoile qu'en réponse au lancement du mode « appareil photo en selfie ». Si ce système confère à ce smartphone Reno un design unique, ce n'est pourtant pas la raison première ayant guidé le choix du géant chinois. En effet, tel qu'annoncé, Oppo continue de chercher à améliorer l'effet borderless, et on peut dire que l'on approche du 100% avec cette caméra qui dispense l'écran de l'emplacement habituel ou de la traditionnelle encoche. Sur les images recueillies, on note également la présence d'une double caméra à l'arrière de l'appareil, ainsi que d'un dispositif de flash LED inclus dans le tiroir en aile de requin. Notons qu'avec ce système, et ce, malgré

l'optimisation du borderless, le smartphone demeure totalement compatible avec l'utilisation d'une coque sans pour autant se priver de la moindre option. Seul point noir, l'épaisseur du smartphone qui pour héberger le fameux tiroir n'a probablement pas pu aller en deçà d'un minimum nécessaire à contenir et mécaniser l'ensemble. Aucune dimension n'a pour l'heure été révélée en amont du 10 avril, comme prévu. Le vice-président Brian Shen de Oppo a précisé qu'un smartphone Reno serait équipé d'un Snapdragon 710, et le second d'un 855. Ces deux modèles haut de gamme seront disponibles en 5 et en 12 Go de mémoire vive, et jouiront d'un capteur photo IMX586 en 48MP de chez Sony.

Apple annule officiellement son AirPower

Apple a communiqué l'information. Son tapis de recharge sans fil AirPower est officiellement abandonné. Apple vient donc d'annuler officiellement son tapis de recharge sans fil AirPower. Celles et ceux qui attendaient cet accessoire avec impatience seront très certainement déçus d'apprendre l'annulation de sa production et devront se tourner vers une solution tierce. Dans un communiqué adressé à TechCrunch, Dan Riccio, vice-président de l'ingénierie hardware chez Apple, déclarait qu'«après tous ces efforts, nous sommes arrivés à la conclusion que le AirPower ne pourra pas atteindre les objectifs élevés que nous nous étions fixés et nous avons annulé le projet. Nous nous excusons auprès des clients qui attendaient impatiemment ce lancement. Nous sommes, cependant, toujours persuadés que le futur sera sans fil et nous faisons tout pour proposer une expérience sans fil toujours meilleure». Il faut dire que la semaine dernière encore, une nouvelle image du AirPower était découverte, bien cachée, sur le site d'Apple. L'accessoire y était montré sur l'emballage des AirPods 2, et les rumeurs évoquaient même un lancement dans le courant de cette semaine. Cela n'a malheureusement pas été le cas. C'est aussi une grande première pour Apple. La marque à la pomme n'a jamais annulé un produit après l'avoir annoncé officiellement. Plusieurs rapports par le passé avaient évoqué la possibilité que la firme de Cupertino abandonne le projet suite à des soucis matériels, mais aux dernières nouvelles,

Apple semblait les avoir contournés. Une chose est certaine, mieux vaut annuler un projet, a fortiori quand il s'agit de hardware, plutôt que de se voir inonder au service après-vente et pire, de mettre éventuellement la vie des clients en danger. Apple a déjà exploré de nombreuses solutions pour la recharge sans fil.



Apple : Un problème persiste sur la 3^e version des claviers papillon

La troisième et la plus aboutie des versions du clavier embarqué sur les ordinateurs portables de la marque à la pomme souffrent toujours de dysfonctionnement. Si les modèles de MacBook commercialisés entre 2015 et 2017 souffraient de problème, la solution apportée par Apple sur la version 2018 de l'ultraportable haut de gamme n'est, semble-t-il, pas une panacée. Instauré lors de la commercialisation du MacBook 12 pouces, le clavier dit «papillon» d'Apple devait permettre à l'entreprise de proposer des ordinateurs plus fins grâce à un mécanisme d'enfoncement des touches repensés. Depuis les débuts de l'ordinateur, cependant, les utilisateurs se plaignent de dysfonctionnement. Ceux-ci incluent, notamment, un caractère s'affichant deux fois à l'écran après une seule pression et un phénomène bloquant la touche dans le corps d'aluminium de l'ordinateur. La deuxième version du clavier, apparue en 2016 sur les MacBook Pro, n'a pas permis de corriger ses erreurs mécaniques. Apple a tenté, une nouvelle fois, en 2018, de revoir sa copie, mais il semblerait que la membrane de



silicone alors introduite pour empêcher poussières et autres miettes de s'interposer entre les touches du clavier et leur mécanisme ne soit pas une panacée. Si les utilisateurs de machines plus anciennes peuvent faire remplacer le clavier à tout moment, le modèle 2018 n'est pas éligible à cet opération, et il faut alors faire jouer la garantie annuelle. Au-delà, il faudra soit payer l'opération de remplacement, soit attendre qu'Apple ajoute le

dernier modèle à sa liste des appareils éligibles. Selon Kyle Wiens, à qui l'on doit le site iFixit qui permet de réparer son ordinateur Apple par soi-même, ce souci récurrent est dû au design toujours plus fin des machines Apple, qui réduit la marge d'erreur de l'entreprise à néant. La firme de Cupertino est cependant consciente du dysfonctionnement des claviers comme le fait savoir un porte-parole au Wall Street Journal, dans un billet de Joanna Sten.

L'OMS détermine la composition du prochain vaccin antigrippal

Les virus grippaux responsables des épidémies saisonnières sont de trois types : A, B, et C. Quatre souches de virus, dont deux n'étaient pas dans le millésime 2018-2019 : la composition du vaccin antigrippe qui sera administré l'hiver prochain dans l'hémisphère nord a été finalisée, a indiqué l'Organisation mondiale de la santé (OMS) alors que l'épidémie touche à sa fin. Les virus grippaux responsables des épidémies saisonnières sont de trois types : A (divisés en sous-groupes en fonction des différentes sortes et associations de protéines de surface du virus, principalement H1N1 et H3N2), B, et C (ce dernier ne causant généralement que des affections bénignes, il n'est pas inclus dans le vaccin). Le vaccin pour l'hiver 2019-2020 sera composé d'un virus de type A(H1N1) prélevé en

2018 à Brisbane (Australie), d'un de type A(H3N2) prélevé en 2017 dans le Kansas (États-Unis), d'un de type B prélevé en 2017 au Colorado (États-Unis) et d'un de type B prélevé en 2013 à Phuket (Thaïlande), indique l'AFP. Chaque année, la composition du vaccin est déterminée par l'OMS plusieurs mois avant le début de l'épidémie. En février pour l'hémisphère nord et en septembre pour l'hémisphère sud, l'OMS parie sur les virus qui circuleront l'hiver suivant, en analysant les données issues de ses centres nationaux de la grippe, répartis dans une centaine de pays et qui surveillent la circulation des virus. Déterminer cette composition avec plusieurs mois d'avance permet aux industriels de disposer de temps pour produire les vaccins. Plus les virus choisis pour composer les

vaccins correspondent à ceux qui circuleront l'hiver prochain, plus la vaccination sera efficace. C'est ainsi que la surmortalité particulièrement importante de l'épidémie 2014-2015 avait été expliquée par le fait que la souche A (H3N2) qui avait dominé l'épidémie n'avait pas été incluse dans le vaccin saisonnier. L'OMS indique que chaque année, un milliard de personnes sont touchées par la grippe dans le monde, dont 3 à 5 millions de cas graves, entraînant entre 290 000 et 650 000 décès respiratoires. En présentant, début mars, sa Stratégie mondiale de lutte contre la grippe 2019-2030, l'OMS a indiqué que le but était triple : prévenir la grippe saisonnière, empêcher la maladie de se propager de l'animal à l'homme, et se préparer à une prochaine pandémie grippale. «Le risque est



constant et réel, insistait le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus. La

question n'est pas de savoir si une pandémie de grippe aura lieu, mais plutôt quand elle éclatera.»

Le manque d'exercice double le risque de diabète

Ne pas faire assez de sport double les risques de développer un diabète. Des chercheurs de la Queen's University de Belfast ont constaté que 30% d'entre nous passaient au moins six heures par jour assis pendant la semaine. Le week-end, le chiffre monte à 37%. Et d'après les scientifiques, ce sont ces habitudes sédentaires qui seraient responsables de milliers de cas de maladies cardiaques, de diabète ou de cancer. Leur étude, publiée dans le BMJ Journal of Epidemiology and Community Health, suggère que les personnes qui sont trop inactives ont 88% de risques supplémentaires de développer un diabète, 14% une maladie cardiaque, et 25% de succomber à une mort prématurée. «Nous savons que rester assis pendant de longues périodes augmente le nombre de maladies cardiovasculaires et de cas de diabète. Mais cette étude nous a permis de mettre un chiffre sur tout ça, ce qui prouve les coûts énormes sur les services sanitaires et souligne l'importance de régler ce problème, pour réduire les coûts financiers et améliorer la santé de la population. Tout cela pourrait être évité si notre comportement sédentaire était éliminé», a conclu Leonie Heron, en charge de l'étude.

La vue du café suffirait pour être stimulé physiologiquement

Pour beaucoup d'entre nous, il est impossible de démarrer la journée sans une tasse de café. Mais d'après des chercheurs de l'Université de Toronto, il ne serait pas nécessaire de l'ingérer. Il suffit de la «regarder» pour devenir plus alerte et attentif. Les scientifiques ont mis en place quatre études différentes, avec des sujets de tests issus de cultures occidentales ou orientales, pour évaluer les réactions de patients à la vue de café ou de thé. Et ils se sont aperçu que les participants exposés à la vue de café estimaient que le temps passait plus vite et pouvaient réfléchir de manière plus concrète. «Les gens qui ressentent des signes d'excitation physiologique voient le monde de manière plus spécifique, plus en détails. Ça a un certain nombre d'implications pour savoir comment les gens assimilent les informations et prennent des décisions», a indiqué le Docteur Sam Maglio, co-auteur de l'étude. L'effet d'excitation lié au café était en revanche moins important chez les personnes de culture orientale, ont indiqué les chercheurs. Les résultats complets de l'étude ont été publiés dans le journal scientifique Consciousness and Cognition.

Les erreurs à éviter si vous voulez lutter contre les moisissures

On estime que la majorité des logements sont contaminés par des moisissures, des champignons microscopiques qui peuvent avoir des conséquences graves sur la santé. Voici la liste des erreurs à éviter.

Surchauffer sa maison

C'est bien connu : pour proliférer, *Aspergillus*, *Cladosporium* et autres espèces de moisissures ont besoin d'humidité. Et qui dit humidité, dit chaleur. Voilà pourquoi il ne fait pas bon avoir une température intérieure trop élevée. La température intérieure doit se situer en dessous de 19°C car au-delà, l'habitat est surchauffé, ce qui favorise le développement de moisissures. En revanche, pas question de vivre dans un endroit froid car les zones froides vont permettre la condensation de la vapeur d'eau dégagée à la fois par notre corps (via notre respiration et notre transpiration) et via nos activités, et ainsi contribuer au développement des moisissures.

Ne pas nettoyer assez son rideau de douche

Si la salle de bain, chaude et humide, semble être l'endroit parfait pour que les moisissures se propagent, le rideau de douche l'est encore plus. Utilisé quotidiennement, il n'est que très rarement lavé et séché. Pourtant, c'est ce geste simple qui permettra de limiter la prolifération des champignons qui aiment à se loger dans les recoins mouillés. Il est recommandé de rincer et essuyer son rideau de douche tous les jours. S'il est en PVC, une fois par mois, on l'asperge avec du vinaigre blanc, on laisse agir une dizaine de minutes, puis on rince soigneusement et on essuie. S'il est en tissu, il peut être lavé en machine.

Ranger ses chaussons avec ses chaussures

L'humidité provenant de l'extérieur, notamment par temps de pluie couplée à la transpiration des pieds, peuvent favoriser le développement des moisissures dans et sur nos chaussures. Afin de ne pas les laisser se propager dans l'habitat, il est recommandé de séparer les chaussures portées à l'intérieur de celles utilisées à l'extérieur, et de ne pas circuler avec ces dernières dans le logement. Pensez, par ailleurs, à les nettoyer et à les imperméabiliser régulièrement.

Ne pas aérer suffisamment son habitat

En laissant les portes et les fenêtres grandes ouvertes, surtout après la douche, le bain, la cuisson, car ce sont des

moments durant lesquels la vapeur d'eau est produite en grande quantité. Cinq à dix minutes tous les jours suffisent. Aérer longuement n'est pas nécessaire et occasionnerait, en hiver, un refroidissement inutile des parois de la pièce ainsi que de son mobilier.

Ne pas étendre directement son linge après l'avoir lavé

Par manque de temps ou par fainéantise, il vous arrive de laisser un peu trop longtemps votre linge dans la machine à laver avant de l'étendre. Grossière erreur, car vos vêtements, humides et compactes, risquent de faire le lit des moisissures. De même, mieux vaut ne pas laisser la porte de votre lave-linge fermée entre deux lessives : l'humidité ne peut pas s'évacuer. Enfin, il faudrait éviter de faire sécher ses habits à l'intérieur : selon une étude, cela augmenterait de 30% le taux d'humidité dans l'habitat, le linge mouillé pouvant contenir jusqu'à deux litres d'eau. Utiliser un sèche-linge ou étendre son linge à l'extérieur. Si cela n'est pas possible, il convient de bien aérer la pièce dans laquelle les habits sèchent.

Ne pas changer régulièrement son linge de lit

A travers notre respiration et notre transpiration, nous produisons environ 40 grammes de vapeur d'eau par heure. Ce qui entraîne une grande quantité d'humidité, notamment sur nos draps et notre matelas où l'on y passe un temps considérable. Voilà pourquoi pour limiter les risques de prolifération de moisissures, il est préconisé de changer son linge de lit toutes les semaines ou toutes les deux semaines. Quant au matelas et aux oreillers, s'ils sont humides mais ne présentent ni moisissures visibles, ni odeurs suspectes, il est possible de les faire sécher. S'ils présentent des moisissures ou que l'odeur persiste même après avoir été aérés ou lavés, il est préférable de les jeter.

Coller ses meubles au mur

Coller ses meubles à des murs froids, en particulier ceux donnant sur l'extérieur, peut empêcher la circulation de l'air et ainsi augmenter les risques d'apparition de moisissures. Car la paroi, en contact avec l'air frais non renouvelé, ne pourra plus se réchauffer et la formation d'eau de condensation permanente est ainsi favorisée. Afin de limiter ces risques, les experts conseillent de laisser une distance d'au moins dix centimètres entre le mur et le meuble pour permettre à l'air de circuler.



Prendre des douches trop longues

Il n'y a pas que des raisons écologiques qui peuvent vous pousser à limiter la durée de vos douches, prendre de longues douches joue un rôle dans l'apparition des moisissures en favorisant la production de grandes quantités de vapeur d'eau qui feront augmenter le taux d'humidité. Dans la même logique, veillez donc également à limiter la durée d'ébullition et à couvrir vos casseroles dans la cuisine.

Ne pas laver son égouttoir à vaisselle

Si l'on y fait sécher la vaisselle qui vient d'être lavée, l'égouttoir à vaisselle n'est lui que trop rarement nettoyé. Pourtant, parce que l'eau y stagne, il peut être un véritable nid à moisissures. Afin d'assurer sa propreté et celle de nos couverts et assiettes, les experts recommandent de le laver à l'aide de bicarbonate de soude et d'une brosse puis de le rincer et de le sécher. Même marche à suivre avec l'essoreuse à salade, un autre repère de moisissures, préviennent-ils.

Si la prévention de la prolifération des moisissures est aussi importante, outre leur aspect inesthétique, c'est pour des raisons sanitaires, les moisissures sont une source d'allergènes et peuvent accroître le risque de pathologies liées à l'asthme de 30 à 50% chez l'enfant comme chez l'adulte, mais aussi provoquer un essoufflement, des infections pulmonaires, une bronchite et un écoulement nasal. Par ailleurs, les moisissures pourraient provoquer des effets neurologiques chez les tout-petits, de premières données suggèrent une association entre l'exposition de longue durée aux moisissures (> 2 ans) des enfants dès la petite enfance et l'altération de la fonction cognitive.

Projection

Sortie en salles, le 1^{er} avril, du film «Le bélier magique» de Saddek El Kebir

L'Office national de la culture et de l'information (ONCI) a annoncé la sortie en salles, le 1^{er} avril, du dernier film de Saddek El Kebir, «Le bélier magique».

Une sortie nationale simultanément à Oran, Alger, Constantine et Kherrata, a-t-on appris de sa Direction de communication. Ce film réalisé en 2019 et a été coproduit par l'agence Lalla Moulati et le Centre algérien de développement du cinéma (CADC). Il est considéré comme le premier film pour enfants dans la «courte» histoire du cinéma algérien, a indiqué l'ONCI. Ce film raconte l'aventure d'élèves venus du Sud algérien en visite au Parc zoologique d'Alger où ils rencontrent non seulement des animaux sympathiques mais aussi un directeur un peu excentrique et magicien. Avec une élève répondant au prénom de Khawla et un bélier qui ne veut pas être égorgé, ils partagent à eux trois un secret que les spectateurs découvrent tout au long du film. La journée au zoo réveille chez les enfants l'amour et le respect pour tous les animaux. Les rôles sont interprétés par des enfants et des acteurs assez connus dans le milieu artistique tels que Mustapha Laribi et Rym Takoucht. Saddek El Kebir y campe le

rôle du directeur du parc.

Saddek El Kebir est un artiste prolifique. Il est à la fois réalisateur, metteur en scène et auteur. Le thème majeur de ses romans et de ses films tourne autour de la protection de la femme et de l'enfant. Les enfants et les adolescents représentent la majorité du public ciblé par ses productions et les langues adoptées dans l'écriture de ses romans et scénarios sont l'arabe, tamazight et le français. Parmi les productions de Saddek El Kebir, on cite *Khenfoussa en quête d'un mari idéal*, *Noara* et *Les deux sultans*.

Il est également le réalisateur des 52 numéros d'une série sur les animaux projetée à la télévision et projette la réalisation d'un film intitulé *El Djin Bouza*. Selon l'ONCI, Saddek El Kebir a affirmé qu'il sera présent, le 1^{er} avril, lors de la projection de son film à la salle «Atlas» d'Alger. *Le bélier magique* sera projeté simultanément le 1^{er} avril à 17 h à la salle «Es Saâda» d'Oran, la Salle Ahmed-Bey de Constantine et la Salle 8-Mai-1945 de Kherrata.



Colloque littéraire

Le roman de langue française en débat



La faculté des lettres et des langues de l'université Abou Bekr-Belkaïd de Tlemcen a organisé dernièrement un colloque intitulé «Représentation de la société dans le roman algérien contemporain de langue française». Plusieurs auteurs, professeurs et chercheurs ont pris part à ce regroupement scientifique sanctionné par des propositions portant sur «la transition de l'espace réel à l'espace romanesque», «les procédés scripturaux participant à l'équilibre entre l'univers romanesque et la réalité extra-littéraire» et «l'investissement idéologique de l'écrivain algérien contemporain».

Les membres de la communauté universitaire ont estimé que les préoccupations d'un écrivain ne sont pas que d'ordre littéraire, ce dernier se veut, souvent, témoin de la société, de la culture ou de la politique de son époque. Il ne se contente pas de raconter des histoires, mais de raconter l'Histoire (avec un grand H) en puisant son inspiration dans son environnement et dans son milieu. Les membres du colloque ont souligné que l'écri-

vain n'est certes pas un journaliste, mais il est plus libre que ce dernier, pouvant aller très loin dans sa critique, sa dénonciation et sa contestation sans être attaqué pour son manque d'objectivité.

«Le roman est un moyen puissant pour amener du changement à une société. Un roman parle du monde extratextuel, il l'invente, le montre, le combat, l'interroge et s'en ironise, il l'interprète tout simplement», indique-t-on. Deux réflexions principales ont guidé les travaux de cette journée d'étude, celle du «recours au réel» des écrivains algériens francophones contemporains, et celle des mutations qui n'ont jamais cessé de toucher la société et par conséquent, les écrits littéraires.

Les contributions des participants ont soulevé de nombreuses questions : comment le romancier représente son époque, sa société et sa culture dans ses romans ? Pourquoi et pour qui le fait-il ? Quels sont les enjeux qui sous-tendent sa prise de parole et quel est le rôle que l'écrivain tient par rapport à sa société ?

Alger

Le guitariste flamenco Alberto Lopez en concert

Le guitariste espagnol Alberto Lopez a animé, vendredi soir, à Alger, un concert de flamenco devant un public relativement nombreux.

Organisé à la salle Ibn Zeydoun par l'Office Riadh El Feth (Oref) en partenariat avec le Centre culturel espagnol Cervantès, le soliste a gratifié son public, deux heures durant, d'une collection de compositions instrumentales envoûtantes. Originaux et entraînants, les solos du guitariste ont emporté l'assistance dans un voyage musical alliant différentes variantes du flamenco, genre musical d'origine andalouse (Espagne). Entre reprises de compositions classiques flamencos et ses propres solos modernisés, l'artiste a gratifié le public de morceaux enchanteurs, puisés dans son répertoire notamment «Balcon de los Buenos Granaina», «De la tierra Mora Zambra» et «Bailame Tangos».

Natif de Grenade, où il a commencé ses études de guitare flamenca à l'âge de 11 ans, Alberto Lopez a suivi une formation académique au Conservatoire «José Salinas». Très jeune, il a obtenu sa licence de guitare flamenca du Conservatoire supérieur de musique «Rafael Orozco» de Cordoue. Sa passion pour la

musique de la péninsule ibérique lui a permis de côtoyer de grands noms du flamenco à l'image de Miguel Angel Cortés, Gerardo Ninez, Manolo Franco ou Nino Pura qui l'ont formé à la guitare flamenco. A 18 ans, il a décroché des prix sur les scènes du monde où il est propulsé d'emblée par des artistes de renom comme El Pele, Estrella Morente, Arcangel, Tomatito et Israel Galvan, entre autres, avec lesquels il a collaboré. En soliste, il a fait partie de grands événements du monde du flamenco comme «La Bienal de Séville», «La Noche Blanca del Flamenco», le Festival Flamenco de Fez ou encore le Festival International de Guitare de Maldonado (Uruguay).

En 2008, Alberto Lopez crée son premier spectacle de composition pour présenter son œuvre dans son pays avant d'entamer cinq ans plus tard une tournée internationale pour son second spectacle «Siento» qui l'a conduit sur plusieurs scènes du monde notamment en Serbie, Italie, Brésil et l'Algérie où il s'était déjà produit à Oran. Alberto Lopez se produit (à nouveau) en concert samedi à la Basilique Notre-Dame d'Afrique à Alger.





Sahara occidental

Les divergences de fond n'excluent pas une rencontre avant l'été

Les participants à la 2^e table ronde sur l'avenir du Sahara occidental ont convenu, vendredi dernier, de se retrouver pour de nouvelles discussions, même si les positions restaient encore très éloignées.



Les délégations avaient «accepté de poursuivre ce processus et de se réunir à nouveau. Le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita, a déclaré aux journalistes que les délégations avaient accepté de se revoir avant l'été.

A l'issue de la rencontre, le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita, a réaffirmé devant les journalistes, qu'en dehors de la proposition marocaine d'autonomie, que sous aucune circonstance, le Maroc «n'acceptera un référendum dans lequel l'une des options serait l'indépendance». De son côté, l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Köhler, a reconnu que les progrès étaient lents, lors d'une conférence de presse tenue à l'issue de la table ronde qui a réuni les 21 et 22 mars, au Château-Le-Rosey à Bursins, à proximité de Genève, les délégations du Maroc, de l'Algérie, de la Mauritanie conduites par leurs ministres des affaires étrangères et celle du Front Polisario.

«Ce n'est pas et ce ne sera pas facile. Il reste encore beaucoup de travail pour les délégations», a déclaré l'ex-président allemand, Horst Köhler, ajoutant que «personne ne devrait s'attendre à un résultat rapide, car de nombreuses positions divergent toujours fondamentalement». Après un gel du dialogue entre les protagonistes de ce conflit durant les six dernières années, une première table ronde avait été organisée également à huis clos et à l'invitation de Köhler, en décembre 2018 au siège de l'ONU à Genève.

En revanche, le chef de la délégation du Polisario, Khatri Addouh, a insisté sur la nécessité d'organiser «un référendum libre, organisé et garanti par l'ONU. Le mandat de la Mission des Nations unies au Sahara (Minurso), qui veille depuis 1991 au respect du cessez-le-feu dans ce territoire, arrive à échéance en avril.

Les Etats-Unis pourraient vouloir une nouvelle fois le prolonger de six mois seulement, contrairement à la volonté d'autres membres du Conseil et à leur tête la France et le patron de l'ONU, Antonio Guterres qui préfèrent un renouvellement du mandat pour un an.

La nécessité d'organiser «un référendum libre, organisé et garanti par l'ONU

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres a souhaité que «tous les Etats membres soutiennent les efforts de l'ONU» et de son envoyé personnel pour le Sahara, Horst Köhler, dont les efforts «sont mandatés par le Conseil de sécurité».

Lors de son point de presse quotidien tenu mardi à New-York, le porte-parole du S.G de l'ONU, Stéphane Dujarric, qui était interpellé sur l'organisation par le Maroc, d'une conférence ministérielle africaine sur l'appui de l'Union africaine au processus politique mené par l'ONU sur le différend du Sahara occidental, a souligné que la réponse du secrétaire général «se trouve dans les travaux et les efforts de son envoyé spécial, Köhler, qui vient de terminer une dernière série de discussions avec les parties» au conflit à Genève.

Pour rappel, les 37 délégations africaines ayant fait lundi dernier, le déplacement à Marrakech, ont adopté une déclaration finale dans laquelle ces pays des 5 sous-régions du Continent, réitérent leur appui au leadership de l'ONU et leur soutien unanime au processus des Nations unies comme cadre exclusif d'examen du différend régional autour du Sahara marocain.

Pour rappel, le Maroc, qui a annexé cette ancienne colonie espagnole en 1975, et le Front Polisario, qui revendique son indépendance, n'ont pas progressé sur la voie d'un référendum d'autodétermination rejeté catégoriquement par Rabat.

Lors d'une conférence de presse, le représentant personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, l'ex-président allemand Horst Köhler, a reconnu que les progrès étaient lents.

«Ce n'est pas et ce ne sera pas facile. Il reste encore beaucoup de travail pour les délégations», a-t-il dit. «Personne ne devrait s'attendre à un résultat rapide, car de nombreuses positions divergent toujours fondamentalement».

Après six ans d'absence de dialogue entre les protagonistes de ce conflit, une première rencontre avait eu lieu en décembre 2018, à huis clos, au siège de l'ONU à Genève. La deuxième table ronde s'est tenue jeudi et vendredi, dans un lieu tenu secret près de Genève, en présence des ministres des Affaires étrangères de l'Algérie, du Maroc et de la Mauritanie. «Cette fois, mon intention était de consolider la dynamique positive créée par la première réunion et de commencer à

aborder des questions plus substantielles», a déclaré Köhler. Il a annoncé que les délégations avaient «accepté de poursuivre ce processus et de se réunir à nouveau dans ce format». Le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita, a déclaré aux journalistes que les délégations avaient accepté de se revoir avant l'été.

Le Polisario réclame un référendum d'autodétermination pour le Sahara occidental, une étendue désertique de 266 000 km² dans une région riche en phosphates et bordée d'eaux poissonneuses. Bourita a répété que son pays était prêt à discuter «d'autonomie», mais que sous aucune circonstance, il «n'acceptera un référendum dans lequel l'une des options serait l'indépendance».

Le représentant du Polisario, Khatri Addouh, a insisté sur la nécessité pour le peuple sahraoui de pouvoir s'exprimer librement sur l'avenir de ce territoire. «Hormis un référendum libre, organisé et garanti par l'ONU, nous ne voyons pas comment une telle expression pourrait avoir lieu», a-t-il dit aux médias. Le mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), qui garantit dans cette région un cessez-le-feu depuis 1991, arrive à échéance en avril.

Les Etats-Unis pourraient vouloir le prolonger seulement pour six mois, contre l'avis d'autres membres du Conseil, au premier rang desquels figure la France qui préférerait un renouvellement d'un an.

La France doit jouer un rôle positif dans la solution du conflit du Sahara occidental

Le gouvernement français doit condamner l'occupation et l'expansionnisme marocains et jouer un rôle positif dans les négociations entre les parties au conflit, le Front Polisario et le Maroc, en vue de l'organisation d'un référendum d'autodétermination pour la solution de ce conflit qui n'a que trop duré et constitue un facteur de paix et de prospérité régionale. La France est au premier rang pour multiplier les pressions qui consistent à apporter un soutien inconditionnel au Maroc. Cette politique a désormais des lourdes conséquences pour le Sahara occidental; le Maghreb et l'ensemble régional, a indiqué le responsable adjoint secteur international du parti communiste français (PCF) en charge du Maghreb et du Moyen-Orient, Pascal Torre. Depuis des décennies la France soutient cette monarchie

tyrannique pourtant corrompue qui piétine tous les droits humains et place l'économie de ce pays dans le gouffre le plus périlleux au Maroc ou au Sahara occidental. La désespérance sociale et un profond sentiment d'humiliation nourrissent le ressentiment terreur sur lequel le djihadisme et le nationalisme peuvent prospérer, a estimé Torre. Le Parti communiste français considère que l'aide au développement du peuple sahraoui est une urgente priorité. Les actions de solidarité doivent se multiplier pour qu'advienne une paix juste et durable, a-t-il souligné, ajoutant que le Front Polisario constitue une force de paix progressiste sur laquelle la France doit s'appuyer.

L'alignement sur la politique américaine, la théorie du choc des civilisations, alimentent la perte de l'identité de la politique étrangère française à contre sens des évolutions du monde en privant le peuple sahraoui de son droit à l'indépendance.

La France renonce aux exigences d'un monde plus inclusif et multilatéral dans lequel tous les peuples auront le droit d'être placés sur un pied d'égalité.

Ces politiques hypothèquent le crédit international de la France qui promeut la violation systématique de la légalité internationale des résolutions de l'ONU sur l'autodétermination du Sahara occidental. Elle a en effet réitéré sa menace d'utiliser son veto sur toutes les résolutions contraire aux intérêts du Maroc. Pire, elle est à l'origine de l'initiative sur le vote d'accords commerciaux Maroc-UE autorisant le commerce et la pêche au Sahara occidental sur lequel le Maroc ne possède aucune souveraineté.

Pour rappel, une délégation française d'Ivry-sur-Seine conduite par la militante des Droits de l'Homme, Claude Mangin a séjourné dans les camps de réfugiés du 26 février au 6 mars. Un séjour qui lui a permis de prendre part aux festivités du 43^e anniversaire de la proclamation de la RASD, au séminaire sur le rôle et la responsabilité de la France dans la solution du conflit du Sahara occidental. La délégation a été reçue durant son séjour par le président de la République, Brahim Ghali, le ministre des Affaires étrangères, Mohamed Salem ould Salek, le ministre de l'Enseignement, le président du Croissant-Rouge sahraoui et les responsables des organisations de masses et de la société civile sahraouie. Elle a également visité des établissements scolaires, des centres de formation professionnelle et féminine et des centres d'handicapés.

Ahsene Saaid / Ag. SPS

Palestine

Abbas réaffirme qu'un Etat palestinien indépendant est «inéluçtable»

La Journée de la Terre est une date retenue par les Palestiniens en souvenir des sacrifices faits au nom de la défense de leurs terres. A cette occasion qui coïncide cette année avec le 43^e anniversaire de la Journée de la Terre, le président palestinien Mahmoud Abbas a réaffirmé samedi qu'«un Etat palestinien libre et indépendant avec Al Qods-Est pour capitale est inéluçtable».

Dans un communiqué relayé par l'agence de presse officielle Wafa à l'occasion du 43^e anniversaire de la Journée de la Terre, il a ainsi souligné : «Les souffrances de notre peuple ces 100 dernières années et les énormes sacrifices consentis par ce grand peuple ne demeureront pas vains». Abbas a salué la mémoire de ceux morts ces dernières années à l'occasion de la commémoration de cette journée particulière et de tous ceux morts pour la Palestine en général, ainsi que les blessés et les emprisonnés.

Les Palestiniens marquent à Ghaza le 1^{er} anniversaire des «Marches du retour»

Des dizaines de milliers de Palestiniens devaient se rassembler, hier, dans la bande de Ghaza pour marquer le premier anniversaire des «Marches du retour», mobilisation qui a fortement contribué à de vives tensions depuis le 30 mars 2018. Les organisateurs de la manifestation ont appelé à laisser tomber toute autre

activité samedi. Ils ont aussi à manifester pacifiquement. Pour sa part, Ismaïl Haniyeh, le chef du mouvement Hamas qui contrôle Ghaza depuis 2007 parle de «manifestation d'un million» de personnes. Dans le même contexte, l'ONU a appelé à éviter une effusion de sang. Le coordinateur de l'ONU pour les affaires humanitaires dans les territoires palestiniens, Jamie McGoldrick, a estimé que «la priorité est de préserver les vies et chacun doit agir en ce sens». Palestiniens et défenseurs des droits humains accusent Israël d'usage excessif de la force. Depuis le 30 mars 2018, des milliers de Ghazaouis participent toutes les semaines à ces manifestations. Ils réclament outre la levée du blocus israélien imposé à Ghaza depuis 2006; le droit de revenir sur les terres qu'eux-mêmes ou leurs parents ont fuies ou dont ils ont été chassés à la création d'Israël en 1948. Au moins 258 Palestiniens ont été tués par des tirs israéliens, la grande majorité le long de la frontière, depuis cette date. La protestation a culminé le 14 mai 2018 avec la mort d'un moins 62 Palestiniens sous les balles israéliennes à Ghaza, le jour de l'inauguration de



l'ambassade des Etats-Unis à Al Qods occupée. Ailleurs dans les Territoires occupés, les Palestiniens étaient appelés, ce samedi, à prendre part à la Journée de la Terre, homma-

ge annuel à six Arabes israéliens tués en 1976 lors de manifestations contre la confiscation de terres par Israël.

A. S.

Gabon

Le gouvernement demande à la justice d'agir contre des opposants



Le gouvernement gabonais a demandé à la justice d'agir contre des opposants accusés d'être impliqués «dans des actes de déstabilisation» du pays, a indiqué, ce samedi, une source officielle. Le gouvernement «invite (...) les autorités judiciaires et notamment le parquet de la République à prendre toute la mesure de la situation en engageant l'action publique contre toute personne impliquée dans des actes de déstabilisation du pays», a affirmé vendredi Lambert Noël Matha, ministre de l'Intérieur, dans une déclaration. Le ministre s'en prend tout particulièrement à 10 personnalités du monde politique, syndical et de la société civile, signataires fin février d'un «appel à agir» pour

exiger que soit reconnue «la vacance du pouvoir», à la suite d'un accident vasculaire cérébral (AVC) dont a été victime le président Ali Bongo Ondimba le 24 octobre 2018 à Ryadh. Jeudi, ils ont saisi la justice en référé «afin que soit ordonnée une expertise médicale sur Ali Bongo» qui devra déterminer s'il peut continuer à exercer ses fonctions. Si ce n'était pas le cas, ces opposants estiment que «la vacance du pouvoir» devrait être déclarée, déclenchant, conformément à la Constitution, l'organisation d'une élection présidentielle. Absent du Gabon de manière quasi ininterrompue depuis cinq mois, le Président Bongo, 60 ans, est rentré définitivement à Libreville il y a une semaine et a présidé un Conseil des ministres vendredi. Marchant à l'aide d'une canne, le chef de l'Etat, hormis quelques mots à son arrivée à Libreville le 23 mars, ne s'est plus adressé à la nation depuis un bref discours de fin d'année, enregistré à Rabat, lieu de sa convalescence, diffusé le 31 décembre. «Un groupuscule de compatriotes a lancé depuis le 28 février -un appel à agir- visant à déstabiliser les institutions au motif d'une vacance du pouvoir alors que, comme chacun a pu le constater», le président Bongo, «revenu de sa convalescence, exerce ses fonctions de manière effective comme l'exigent les devoirs de sa charge», selon Matha. Les signataires de «l'appel à agir» ont indiqué dans un communiqué que «le code de procédure pénal laisse au seul procureur de la République l'opportunité des poursuites». Ils ont dénoncé «une escalade dans laquelle certaines personnalités de ce pouvoir (...) veulent entraîner le Gabon qu'ils on pris en otage depuis le 24 octobre 2018.

Afrique

Plus de 150 participants attendus en juin à Tunis

Plus de 150 délégués internationaux, notamment des experts des océans, des décideurs politiques, des entrepreneurs et investisseurs participeront à partir du 25 juin prochain à Tunis au deuxième forum sur l'économie bleue en Afrique (ABEF).

D'après Leïla Ben Hassen, fondatrice et PDG de Blue Jay Communication, organisatrice de l'ABEF, cette année le Forum auquel participeront des représentants de la société civile et des organisations multilatérales, sera plus que jamais tourné vers l'action, afin de créer des partenariats, faciliter les investissements et créer des emplois pour la jeunesse africaine tout en engageant davantage les femmes dans la chaîne de valeur de l'économie bleue.

Dans un communiqué, elle a estimé qu'«il est impossible aujourd'hui de parler de croissance si elle n'est pas durable et si nous ne tenons pas compte de son impact social et environnemental». Les sujets de discussion de l'ABEF porteront, notamment, sur des thématiques portant sur des partenariats public-privé, pêche et aquaculture, ports et commerce, énergie des océans, gouvernance et sécurité, pollution et gestion des déchets, autonomisa-

tion des femmes dans le secteur maritime, éducation des jeunes et technologie et Financement des océans. L'ABEF vise à promouvoir des idées nouvelles et audacieuses permettant d'accélérer une transformation structurelle en Afrique et à créer des emplois pour une jeunesse dynamique en pleine croissance.

Le Forum offre une plateforme unique aux différents acteurs engagés en faveur des océans pour partager leurs idées sur la réalisation de l'objectif de développement durable 14 et présenter de nouvelles opportunités d'investissement dans les industries océaniques traditionnelles et émergentes, tout en facilitant les partenariats public-privé et le networking.

Lors de sa première édition, les intervenants et délégués de l'ABEF avaient souligné l'importance de la coopération internationale, de l'éducation et de financements innovants pour développer l'économie bleue en Afrique à plus grande échelle. Ils avaient, notamment, souligné que pour y parvenir, gouvernements et secteur privé devaient impérativement adopter une approche concertée et coordonnée.

ONU

Une aide d'urgence de 41,4 millions de dollars en faveur de l'Irak

L'agence des Nations unies pour les migrations (OIM), a lancé un appel pour obtenir 41,4 millions de dollars d'aide d'urgence en faveur de l'Irak, a-t-elle indiqué, ce vendredi, dans un communiqué de presse.

«Le financement de l'aide humanitaire est essentiel pour répondre aux besoins essentiels et à la dignité des Irakiens vulnérables déplacés», a déclaré le chef de la mission de l'OIM en Irak, Gerard Waite.

«Nous apprécions tout particulièrement les efforts déployés par l'OIM pour fournir une assistance humanitaire vitale aux familles déplacées qui entrent et sortent des camps, ainsi que pour les aider à retourner dans leurs communautés d'origine», a de sa part, dit le directeur exécutif du Centre conjoint de coordination et de surveillance du gouvernement irakien, Naseer Abdel Sattar. «Nous attendons avec impatience que notre coopération continue en 2019», a ajouté le responsable irakien. Cet appel au financement est conforme au Plan d'intervention humanitaire des Nations unies pour l'Irak de 2019, qui estime qu'environ 6,7 millions de personnes ont un besoin urgent d'assistance. Près de 65% de ces personnes sont concentrées dans les provinces de Ninive, Anbar et Salah Al Din, toutes sévèrement touchées par le récent conflit. Bien que le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ait progressivement diminué depuis 2015, environ 1,75 million d'Irakiens vivaient encore dans une situation de déplacement en février en raison des obstacles empêchant leur retour dans leurs domiciles endommagés, selon le bureau de l'OIM en Irak.

Tunisie

La présidentielle est fixée au 17 novembre 2019

La nouvelle date pour le premier tour de l'élection présidentielle en Tunisie est fixée pour le 17 novembre 2019, a annoncé, ce vendredi, le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE), Nabil Bafoun. Initialement prévue le 10 novembre 2019, la date de l'élection présidentielle a été changée en satisfaction d'une vague de critiques émanant de certains partis politiques et surtout de composantes de la société civile tunisienne, selon l'agence de presse TAP. Plusieurs partis politiques et des composantes de la société civile ont réclamé le changement de la date de l'élection présidentielle en raison de sa concomitance avec les festivités de la fête religieuse du Mawlid Ennabaoui. Dans la journée de ce vendredi, le chef de l'ISIE a déclaré que le Conseil de l'instance électorale avait accepté l'idée du changement de la date du scrutin présidentiel. L'Instance supérieure indépendante pour les élections avait annoncé le 6 mars 2019 que le premier tour de la présidentielle à l'échelle nationale aura lieu dimanche 10 novembre 2019 et les 8, 9 et 10 novembre 2019 à l'étranger.

Soudan

Libération d'un journaliste arrêté le 22 février

Un journaliste soudanais arrêté le 22 février pour avoir critiqué l'état d'urgence déclaré par le président Omar El Béchir a été libéré, ce vendredi, ont rapporté des médias, citant son fils. «Mon père a été libéré et il est en bonne santé. Nous sommes maintenant en route pour rentrer chez nous», a déclaré le fils d'Osmane Mirghani, Jihad Mirghani, cité par des médias. Osmane Mirghani, rédacteur en chef du journal indépendant *Al-Tayar*, avait été arrêté dans son bureau le 22 février écoulé par des agents du Service national du renseignement et de la sécurité (NISS), après avoir affirmé, sur une chaîne de télévision arabe, que l'état d'urgence décrété par Omar El Béchir entraînerait «une nouvelle vague» de manifestations. Le président soudanais Omar El Béchir avait déclaré le 22 février écoulé l'état d'urgence dans l'ensemble du Soudan et annoncé le limogement du gouvernement ainsi que des instances dirigeant les provinces du pays, secouru par des manifestations réclamant, notamment, son départ.

ONU

La Chine prête à jouer un rôle plus important dans le maintien de la paix

Un officier haut gradé chinois a assuré, vendredi au siège des Nations unies à New York, que son pays était prêt à jouer un rôle plus important dans les efforts de paix et de sécurité dans le monde.

«La Chine est disposée à travailler avec toutes les parties pour permettre aux opérations de maintien de la paix des Nations unies de vivre avec leur temps et de jouer un rôle plus important en matière de paix et de sécurité», a dit Shao Yuanming, chef adjoint du département d'état-major interarmées de la Commission militaire centrale chinoise (CMC), lors d'une réunion ministérielle consacrée au maintien de la paix onusien. «Les Nations unies ont joué un rôle important dans le maintien de la paix dans le monde et l'amélioration du développement commun», a-t-il salué. La communauté internationale connaît, aujourd'hui, de profonds changements survenant à un rythme de plus en plus rapide. Avec la montée de l'unilatéralisme et du protectionnisme, l'ordre multilatéral international et la gouvernance mondiale sont remis en question, a-t-il noté. La Chine joue, depuis longtemps, son rôle dans la promotion de la paix et du développement du monde, ainsi que le maintien de l'ordre international, a ajouté cet officier. «En

tant que fervent partisan des opérations de maintien de la paix des Nations unies, la Chine s'acquiesce fidèlement de ses mandats et contribue activement à la cause des opérations de maintien de la paix des Nations unies», a-t-il poursuivi. Le général Shao a ajouté que la Chine continuait de faire des efforts. «Le Fonds chinois pour les opérations de maintien de la paix de l'ONU, doté d'un milliard de dollars, a pour priorité de renforcer les capacités de maintien de la paix. Il servira à aider l'ONU à renforcer la sécurité des casques bleus et à aider les pays en développement, en particulier les pays africains», a-t-il ajouté. Le militaire a également appelé à des efforts pour renforcer ces capacités, précisant que «cela est très important pour déployer rapidement des forces de maintien de la paix bien entraînées». L'armée chinoise est disposée à collaborer avec toutes les autres parties pour renforcer la mise en place des forces de maintien de la paix et améliorer la capacité des missions de maintien de la paix de l'ONU, a-t-il dit. Il a appelé à davantage d'efforts pour élar-



gir la coopération pratique et le partage d'expériences dans les opérations de maintien de la paix, notant que l'armée chinoise avait eu

des échanges dans ce cadre avec plus de 80 pays et une dizaine d'organisations internationales et régionales.

Cyclone au Mozambique

Des pompiers brésiliens à la rescousse

Une vingtaine de pompiers brésiliens mobilisés suite à la rupture du barrage de Brumadinho, devaient partir, vendredi, pour le Mozambique, prêter main forte aux équipes de secours après le cyclone qui a fait plus de 700 morts dans la région, ont rapporté vendredi, des médias. Selon les autorités brésiliennes, ces pompiers de l'Etat de Minas Gerais (sud-est) se rendront dans les villes de Beira e Dondo, parmi les plus touchées par le cyclone Idai et les inondations dévastatrices qu'il a causées. Spécialistes des sauvetages lors d'inondations et glissements de terrain, ils amèneront avec eux du matériel de secours, ainsi que deux voitures de type pick-up, deux canots pneumatiques et trois drones pour pouvoir travailler de façon autonome. «La mission, qui doit durer une quinzaine de jours, n'affectera pas les recherches à Brumadinho», a précisé le corps de pompiers de Minas Gerais. Les pompiers participeront également à des «activités de planification des recherches», dans ce pays où le cyclone Idai a fait au moins 493 morts selon le dernier bilan et où de nombreux cas de choléra ont été enregistrés. Au Zimbabwe voisin, les intempéries ont fait au moins 259 morts, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Des secouristes continuent de rechercher les corps de victimes de la rupture d'un barrage du géant minier Vale, qui a déversé douze millions de mètres cubes de boue sur la région de Brumadinho au Brésil, le 25 janvier dernier, ayant fait 216 morts et 88 disparus.

Burund

Retrait de l'autorisation d'exploitation de la BBC

Le Conseil national de la communication (CNC) du Burundi a annoncé, vendredi, le retrait définitif de l'autorisation d'exploitation de la radio britannique BBC, dont la diffusion FM était suspendue depuis près d'un an. La radio américaine VOA, qui était suspendue depuis la même période, voit cette suspension prolongée «jusqu'à nouvel ordre», a également indiqué cet organe chargé de réguler les médias. Dans les deux cas, «il est interdit formellement à tout journaliste burundais ou de nationalité étrangère se trouvant sur le territoire national de fournir directement ou indirectement des informations pouvant être diffusées» par la BBC ou la VOA, a déclaré le CNC dans un communiqué, repris par des médias. Initialement suspendues pour six mois, le 4 mai 2018, pour «manquements à la loi régissant la presse et à la déontologie», les deux radios n'avaient pas pu reprendre leur diffusion «malgré l'expiration» de cette sanction.

UE

Un Brexit sans accord est «désormais un scénario probable»

Une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (Brexit) sans accord le 12 avril prochain, «est, désormais, un scénario probable», a réagi, vendredi, une porte-parole de la Commission européenne après le troisième rejet par les députés britanniques du traité de retrait négocié par la Première ministre britannique Theresa May avec l'UE. «Un scénario +no-deal+ le 12 avril est, désormais, un scénario probable», a estimé la porte-parole, soulignant que l'UE y était «pleinement préparée». Il «appartiendra au Royaume-Uni d'indiquer la voie à suivre avant cette date du 12 avril», a-t-elle ajouté, nouvelle date butoir du Brexit, qui était initialement programmé le 29 mars. Les députés britanniques ont recalé, pour la troisième fois, vendredi, le Traité de retrait de l'UE négocié entre Londres et Bruxelles.

UE

L'opération Sophia «intensifie» sa surveillance aérienne de lutte contre les passeurs en Méditerranée



L'opération européenne Sophia de lutte contre les passeurs de migrants va «intensifier» sa surveillance aérienne en Méditerranée pour pallier la suspension de ses moyens navals, décidée sous la pression de Rome, a annoncé vendredi le Conseil de l'UE. Le mandat de Sophia a été prolongé vendredi de six mois, jusqu'au 30 septembre 2019, mais avec une «suspension temporaire du déploiement des moyens navals de l'opération», a indiqué l'instance regroupant les pays de l'UE dans un communiqué, confirmant un accord de principe trouvé mercredi. «L'opération continuera d'exécuter son mandat en conséquence, en

intensifiant la surveillance par des moyens aériens ainsi qu'en renforçant le soutien apporté aux garde-côtes libyens et à la marine libyenne», a ajouté le Conseil. Outre la lutte contre les passeurs, Sophia «mène des activités de surveillance et recueille des informations sur le trafic d'exportations de pétrole en provenance de Libye», souligne l'institution. Cette mission militaire avait été lancée en 2015 après une série de naufrages pour lutter contre les réseaux de passeurs en Méditerranée. Son quartier général est installé à Rome, mais elle est sur la sellette depuis que la coalition au pouvoir en Italie demande une refonte de son fonctionnement. Faute d'accord sur un partage de l'accueil des migrants secourus en mer, le ministre de l'Intérieur italien Matteo Salvini exige que l'UE revienne sur la règle voulant que les migrants secourus par Sophia soient systématiquement débarqués en Italie. C'est ce bras de fer qui menace l'existence de l'opération et qui a mené au compromis provisoire entre Etats membres. «L'opération Sophia est une opération navale. C'est clair que sans les moyens maritimes, elle ne sera plus à même d'appliquer efficacement son mandat», avait déploré mercredi une porte-parole du service diplomatique de la Commission européenne. Face à une situation qu'elle jugeait bloquée depuis des mois, l'Allemagne avait décidé en janvier de ne pas remplacer sa frégate opérant dans la zone, l'Augsburg. Et de fait, l'opération Sophia n'a plus mené d'opérations de secours depuis l'été 2018. En janvier, l'amiral Enrico Credendino, chef de la mission, avait revendiqué le sauvetage de 45.000 personnes par Sophia, soit 9% du total des migrants secourus en Méditerranée. Plus de 500 embarcations de passeurs ont été mises hors d'usage et 150 trafiquants arrêtés, avait-il ajouté.

RD Congo

Elections législatives partielles aujourd'hui dans 3 territoires

Les autorités congolaises ont confirmé la tenue d'élections législatives partielles dimanche dans trois territoires de la République démocratique du Congo (RDC), où les scrutins avaient été reportés en décembre, pour des raisons sanitaires et sécuritaires. Les élections législatives nationale et provinciale dans les villes de Butembo et Beni, dans le territoire de Beni (province du Nord-Kivu, est) et dans le territoire de Yumbi (province de Mai-Ndombe, sud-ouest) «vont se tenir conformément au calendrier de la commission électorale nationale indépendante (Céni) le 31 mars 2019», selon un communiqué de la présidence de la République, daté de jeudi. «A cet effet, toutes les dispositions sécuritaires et sanitaires ont été prises afin que lesdites élections se déroulent

dans de bonnes conditions», a ajouté la présidence. Les autorités ont, à cette occasion, appelé les «populations des villes et territoires précités à se mobiliser pour participer massivement à ces élections». Au total, 15 sièges sont à pourvoir à la députation nationale pour ces circonscriptions. Les élections présidentielle, législatives nationale et provinciale avaient été organisées le 30 décembre dans les autres territoires de la RDC. Elles avaient vu l'élection contestée comme chef d'Etat de l'opposant Félix Tshisekedi, et une victoire à l'Assemblée nationale et dans les Assemblées provinciales du Front commun pour le Congo (FCC) de l'ex-président Joseph Kabila, qui ne pouvait pas se représenter. Les scrutins avaient été reportés par la commission électorale à Butembo et Beni (Nord-

Kivu), en raison de l'épidémie d'Ebola déclarée dans cette région depuis le 1er août 2018. L'épidémie qui a déjà fait 660 morts n'est pas encore totalement maîtrisée. Le report des élections dans le territoire de Yumbi avait été motivé par les violences meurtrières qui ont ensanglanté cette région. En effet, au moins 535 civils - hommes, femmes et enfants - ont été massacrés les 16 et 17 décembre 2018 dans trois villages du territoire de Yumbi, sur les bords du fleuve Congo, à quelque 300 km au nord de Kinshasa.

La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) a exhorté, vendredi, les autorités congolaises à «prendre des mesures sécuritaires et d'apaisement» pour éviter de nouvelles violences pendant et après ce scrutin.

Sommet arabe à Tunis

Des crises récurrentes qui exigent de nouvelles conceptions et des solutions décisives

Le sommet arabe qui s'ouvre, aujourd'hui à Tunis, constitue une occasion pour examiner les questions arabes qui perdurent et dont les répercussions et effets se sont étendus sur plusieurs fronts, à l'instar de la cause palestinienne, la situation en Libye et au Yémen et la crise syrienne.

Les participants à ce rendez-vous arabe s'emploieront à mettre en lumière les questions susvisées et à examiner les voies de renforcement de la coopération interarabe et d'autres questions engendrées par une scène internationale complexe, à l'instar de la lutte contre le terrorisme et la criminalité. Selon la Ligue arabe, les réunions du sommet verront l'examen de l'évolution des situations dans la région arabe et des modes et moyens à même de permettre d'aller de l'avant dans le soutien du processus de l'action et de la coopération interarabe dans les différents domaines politique, économique, social, et culturel qui sont susceptibles de contribuer à l'instauration de la sécurité, de la stabilité, de la prospérité et du développement des pays et des peuples arabes. Le sommet de Tunis intervient directement après la tenue du sommet Ligue arabe-UE qui s'est tenu en février dernier, à Charm El Cheikh (Egypte), et dont la déclaration n'a apporté aucune nouveauté en ce qui concerne les questions arabes actuelles. Pour ce qui est de la cause palestinienne, la déclaration finale dudit sommet a affirmé les positions communes vis-à-vis du processus de paix au Moyen-Orient, y compris la situation d'Al Qods et l'illégalité des colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés, rappelant l'importance de maintenir le statut quo qui régit la ville sainte d'Al Qods et la nécessité de soutenir l'Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA). S'agissant de la situation en Libye, les participants au rendez-vous de Charm El Cheikh ont exprimé leur soutien aux efforts onusiens et à la mise en œuvre de l'accord politique libyen de 2015, appelant les parties libyennes à adhérer aux efforts consentis par l'ONU visant à «faire aboutir» le processus de transition démocratique. En ce qui concerne la crise au Yémen, les participants du Sommet Ligue Arabe-UE ont salué l'accord de Stockholm, notamment le volet relatif au cessez-le-feu à Hodeïda et les résolutions 2216, 2451 et 2452 du

Conseil de sécurité, faisant part de leur préoccupation de la situation humanitaire gravement détériorée qui impacte des millions de citoyens. Dans ce sillage, ils ont appelé toutes les parties prenantes à œuvrer à parvenir à une résolution politique «durable et globale» au service du peuple yéménite. L'ordre du jour du sommet arabe à Tunis prévoit une clause qui stipule le développement de la Ligue arabe en vertu d'une note élaborée par le Secrétariat général de la Ligue. Devant l'étendue des crises dans les pays arabes et les réactions y afférentes, qui usent, à chaque fois, de termes de condamnation et d'expressions renfermant vœux et dénonciation, le dossier de la réforme des mécanismes d'action est désormais parmi l'un des thèmes ayant refait surface ces dernières années. Un sujet qui est la revendication même d'un nombre de pays arabes, en tête desquels figure l'Algérie qui n'a de cesse appelé à la réforme de la Ligue arabe, à travers la révision des fondements, des instances et des méthodes de travail en son sein, en vue d'être au diapason des mutations survenant dans la région, pour faire primer les intérêts suprêmes de la Nation arabe et faire face aux risques qui la menacent.

L'Algérie estime que les circonstances et les défis régionaux et internationaux sans précédent qui ont impacté l'accélération des événements dans le monde arabe et dans son environnement immédiat, ont induit des bouleversements violents et surprenants sur la scène actuelle et aggravé davantage la situation dans les pays arabes, comme les menaces terroristes, faisant de la réforme de la Ligue arabe, une question importante et impérative. Partant, la réforme de la Ligue n'est plus une demande de forme, car elle est devenue une nécessité impérieuse mise à nu par l'incapacité évidente à remédier à des situations et crises d'urgence ayant frappé la maison arabe, particulièrement depuis l'année 2011, d'autant plus qu'aucune solution n'a été trouvée pour les résoudre, à l'instar de la décision du



Président américain Donald Trump, portant transfert de l'ambassade de son pays vers la ville d'Al Qods, les complications de la situation à Ghaza, l'aggravation de la situation en Libye, au Yémen et en Syrie, la dissension qui a affecté la région des Etats arabes du Golfe, ainsi que d'autres questions ayant trait à l'économie, le commerce, la lutte contre le terrorisme et la migration clandestine et autres questions. Le Sommet de Tunis sera une opportunité pour mettre en œuvre un programme qui comporte une vingtaine de dossiers et d'avant-projets, en tête desquels figurent la cause palestinienne et la crise syrienne avec ses implications, la situation en Libye et au Yémen, l'appui à la paix et au développement au Soudan, l'appui à la Somalie, le suivi du développement de la sécurité nationale arabe et la lutte antiterroriste. Indépendamment des derniers

développements survenant sur le dossier syrien, notamment après la reconnaissance par Washington de « la souveraineté » d'Israël sur le plateau du Golan occupé depuis 1967, le Sommet n'inscrira pas à son programme, la question de la réintégration de la Syrie au sein de la Ligue arabe, comme relayée par des observateurs et indiquée par des médias arabes. Le programme contient également un point sur les déplacés dans les pays arabes, inscrit, à la demande de l'Irak. Le sommet devra également examiner les décisions et plans issues des réunions préparatoires, notamment du Conseil socio-économique dont les travaux ont été sanctionnés par des décisions visant la consolidation de la coopération en matière de développement économique et la lutte antiterroriste.

M. M. /Ag.

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA DE TIPASA
DAIRA DE KOLEA
COMMUNE DE KOLEA
NIF : 096242359568208

AVIS DE DEMANDE D'ANNULATION D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES DU PROJET SUIVANT :

* SUIVIS, ET AMENAGEMENT D'UNE STRUCTURE CULTURELLE
COMMUNE DE KOLEA

LE président de la semblée de la commune de kolea annonce un avis de demande d'annulation d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales du projet :

* SUIVIS, ET AMENAGEMENT D'UNE STRUCTURE CULTURELLE
KOLEA, SALLE DE CENEMA SAHAL AUPARAVANT - RUE ATMAN
TALBA - KOLEA

RAISON : Un changement est intervenu dans le cahier de charge (devis quantitatif et estimatif).

L'Echo d'Algérie : 31/03/2019

Anep : 1916 007 461

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA DE AÏN DEFLA
DAIRA DE DJELIDA
COMMUNE DE BOURACHED

AVIS D'ADJUDICATION

Il est porté à la connaissance des adjudicateurs que la commune de Bourached procédera à la mise en adjudication du marché hebdomadaire - Quotidien et de l'abattoir communal le 07/04/2019 à 10h 00 du matin au siège d'APC pour une période d'une année.

**DROIT DE PLACES ET STATIONNEMENT
ET D'ABATAGE**

MISE A PRIX : 3.050.000,00 DA

Pour plus d'information veuillez vous rapprocher du bureau de gestion immobiliers de La commune de Bourached ou un cahier des charges et mis à votre disposition.

L'Echo d'Algérie : 31/03/2019

Anep : 1916 007 580

Sudoku

		4		5				
2	6			8			4	3
		8		1				9
			4		6			5
4	5		9		1			
1			7					2
7	8	2			4			
						3		
9			2		6		8	1

Codes

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----

D	H	M	F	B
---	---	---	---	---

Pour éteindre la chandelle

1	8	9	10	7	11	1	1	9	10	7	7	1	
5	1	6	5		3	5	2	1	7	3	1	12	7
2		13	10	9	1	7	10	2	3	6	5		11
1	8	2	7	10	14	1		1	9	13	6	11	1
7	1	8	2	6		8	10	3	8	3		12	2
3	13		15		7	3	5	4		8	3	13	6
5		2	7	10	3	5	10	5	2		3	13	13
1	11	10	3	8	8	1		6		9	3		6
7	3	8	1	1		16	10	3	7	1		10	4
	17	16		11	13	1	12	7	1		11	13	3
1		10	9	2	10	5	2		9	10	8	1	1
16	6	5	6	3		2	1	7	7	6	3	7	
8	12	3	8	8	1		13	3	1	12		2	10
	2	1		1	2	9		18	1	2	2	1	8

Une pièce d'Édouard Bourdet

13	1	8		2	1	16	11	8		14	3	17	17
3	9	3	13	1	8								

Pêle-mêle

ACCES	HACHIS	E R E G A T E P
CROASSE	JOUEUSE	R J O U E U S E
DARDEE	MERCIER	E S I H C A H R
DIVAGUE	OBEIE	G D E L U D E E
DIVERGE	PLACIDE	R O I M E S P I
DOSSARD	PLAQUEE	E S E V S L L C
DUCAL	PSAUME	V S B A A A A R
ECHAUDE	RECASE	I A O C C G Q E
ELUDEE	VERGER	D R I U E C U M
ETAGERE		C D D A R D E E
		E D U A H C E S

E G R O G E D B	ANOBLIE	EMBRUME
E T T O R A C E	BERET	JARDINE
D E C H U E N R	CAROTTE	NAGER
P S L O E I A E	DECHUE	OISEAU
E E U U D N G T	DEFOULE	OPPOSEE
N U M R O A E P	DEGORGE	PAPYRUS
D E A B Y F R M	DOCTE	PENDRE
R J L E R P E O	DOMPTER	POLLEN
E I E L S U A D	EFFROI	REMUEE
E F F R O I M P	EGAYEE	
E E S O P P O E		

Mots fléchés

QUI FONT DU BRUIT	FRUITS DU POTAGER	ESTROPIÉ	BRONZÉ, HÂLÉ	FATI-GANTES, ÉREINTANTES	PÉRIODE LONGUE	FAIT UNE ISOLATION
ABANDONNER (... A)	ZÉRO !	PLUS VÊTU	BIZARRE-RIES	LE PMU	HABILITÉ	
				ÉLÉMENT NATUREL INCOLORE		
AGITÉES						
CONFONDIT, MÉLANGEA						
		PARAIT, DÉCORAIT				SERRÉ ÉTROITEMENT
PRISE, ENLEVÉE	BATTIT		COMMUN			
			RIVIÈRE SUISSE			
		UNE ÉCOLE NATIONALE		MALADIE DE PEAU JUVÉNILE		
		PROVOQUA LA FAMINE				
DÉGRADE	SOCIÉTÉ ANONYME		ÉTUIS RIGIDES			CHOISI À NOUVEAU
	ROULA, TROMPA					
		IMBU DE SOI-MÊME		CLEF POUR ALI BABA	TERMINAISON DE PREMIER GROUPE	
SPORT DE VAGUES			FEINTE	QUI NE PREND PLUS LE SEIN		
UN AVARE FAMILIER				MARITIME		AUTRE NOM POUR RÂ
		PISTES DE TORÉADORS				AMEUBLIS LE SOL
		CHANCE, AVANTAGE				
COUPAS LE SOMMET	FIS LA FÊTE (T')				UNITÉ DE PUISSANCE SONORE	
					GLACER	
				CRIÉ À LA NAISSANCE		ANGLAIS, ITALIEN OU GREC
				CARNATION DU VISAGE		
DOTÉS DE GROS OS	ANCIENNE PIÈCE DE MONNAIE	ORGANE MÂLE DE PLANTE			M	ÉPOQUE DE LA REPRODUCTION
		INSTRUITE				
			IL SOIGNE DES BÊTES			
			GRIMACE			
IL EST ALLUMÉ DANS LA CHEMINÉE	SORTE DE PHOQUE			OBJECTIF, DESSEIN		PETIT RUISSEAU
	PERDIT					
		ALCOOL		BAISER		
		FEMMES À POUVOIRS MAGIQUES		ARME DE CHEVALIER		SANS RIEN SUR ELLE
TOUCHENT	DISTRIBUTEUR DE LETTRES					ENFILE SUR SOI
				POUR LE PLATINE		CRÊPE EN ORIENT
						MOT DE CONDITION
FATIGUÉES	SAUNA OU HAMMAM		V		GROSSE TRANSPARATION	
				OBSERVENT		

Solutions

Mots codés	Mots fléchés	Sudoku
ASSISE	RAINF	132
PUPPI	SINSE	645
NONNETTE	TRAG	879
OOISUIE	LEGO	655
CLEPTOMANE	IRAO	871
ASILE	RAPE	342
BLANGER	DESSE	478
TASPERSURS	SERINE	239
SOLE	CLAC	165
ECULE	ORNES	653
RIEUSE	NOSSU	294
UT	TRIA	716
OSE	ANTRAI	583
CARRIERE	SENL	781
	ENAT	352
	NOU	529
	ECU	167
	LOGE	438
	NOU	317
	NDU	584
	CLU	926
	SELE	846
	REFLE	923
	LETES	751
	RODE	
	UR	
	FE	
	TES	
	IA	
	S	
	B	



NUMEROS UTILES

Numéros Verts

- Police : 1548
- Gendarmerie nationale : 1055
- Sonelgaz : 3303
- Alerte kidnapping : 104
- Personnes en difficulté ou en détresse : 1527
- SOS Sécurité : 112
- SOS Santé : 115

Urgences

- SAMU : 021 23 50 50
- Police : 17
- Protection civile : 14
- Gendarmerie nationale : 021 96 42 22
- Sapeurs-Pompiers : 021 71 14 14
- Sûreté de la wilaya d'Alger : 021 73 00 73
- Centre antipoison : 021 97 98 98
- Centre des grands brûlés : 021 63 29 95
- Institut Pasteur : 021 67 25 02

Hôpitaux

- CHU Mustapha : 021 23 35 35
- CHU Ait Idir : 021 97 98 00
- CHU Ben Aknoun : 021 91 21 63
- CHU Beni Messous : 021 93 15 50
- CHU Kouba : 021 28 33 33
- CHU Bab El Oued : 021 96 06 06
- CHU Bologhine : 021 95 82 24
- CHU El Kettar : 021 96 48 97
- HCA Ain Naâdja : 021 54 05 05
- Hopital Tixeraine : 021 55 01 10
- Hopital Zéralda : 021 32 63 94
- Centre Pierre et Marie Curie : 021 23 66 66

Compagnies Aériennes

- Air Algérie : 021 74 24 28
- Tassili Airlines : 021 50 98 58
- Aigle Azur : 021 50 91 91
- Air France : 021 98 04 04

Dépannages

- Gaz : 021 68 44 00
- Electricité : 021 68 55 00
- Service des eaux : 021 67 50 30

Radios

- Chaîne I : 021 21 48 37
- Chaîne II : 021 69 11 70
- Chaîne III : 021 48 15 15
- Radio El Bahdja : 023 70 99 99
- Jil FM : 021 69 27 27
- ENRS : 021 69 34 03/06

Services

- Algérie Télécom : 100
- Serveur vocal chèques postaux : 1530
- Seaal : 3394
- Scouts musulmans algériens : 3033
- Association algérienne de psychiatrie : 1512
- Réclamations : 18
- Renseignements / Réveil : 19
- Télégramme : 13

Hôtels - Alger

- Hôtel El Djazaïr : 026 21 80 80
- Hôtel El Aurassi : 021 74 82 52
- Hôtel Hilton : 021 21 96 96
- Hôtel Sheraton : 021 37 77 77
- Hôtel Mercure : 021 24 59 70
- Hôtel Ibis : 021 98 80 20
- Hôtel Albert Premier : 021 73 65 06
- Hôtel Safir : 0551 42 58 48
- Hôtel El Riadh : 021 45 23 58
- Hôtel Mazafran : 021 32 00 00
- Hôtel AZ Zéralda : 023 32 55 89
- Hôtel Oasis - Kouba : 021 77 04 04
- Hôtel New Day - Kouba : 023 77 47 47
- Hôtel Mouflon d'Or : 021 54 25 62

Hôtels - Sud

- Hôtel El Djanoub - Ghardaïa : 029 89 46 20
- Hôtel - El Boustan - El Ménéa : 029 81 60 50
- Hôtel Tahat - Tamanrasset : 029 31 21 21
- Hôtel Gourara - Timimoun : 049 90 26 27
- Hôtel Touat - Adrar : 049 96 99 33

- 09h00 : Bonjour d'Algérie
- 10h30 : El Mechouar II
- 11h00 : Avis Religieux
- 12h00 : Journal en français
- 12h25 : Oua Khoudiaa El Inssane
- 13h40 : Layali El Baydha'e
- 15h00 : Twahacht Bladi

- 16h30 : El Djazaïr Tarikh Oua Hadhara
- 17h00 : El Mechouar III
- 17h25 : Ghir Lik
- 18h00 : Journal en amazigh
- 18h25 : Radjeli Chef
- 19h00 : Journal en français

- 19h25 : Zouina Wel Kenna
- 20h00 : Journal en arabe
- 20h45 : Canal Foot
- 22h00 : Culture Club
- 23h00 : Festival de la musique hawzi



21h00 : Lucy



A Taipei, Lucy, une jeune femme, accepte de livrer une valise pour un ami. Mais elle est arrêtée par les hommes de Jang, un trafiquant coréen, qui vend une nouvelle drogue, le CPH4. Ils assomment la jeune femme et insèrent un sachet de drogue dans son ventre, pour faire d'elle une «mule»...



20h50 : La fabrique du mensonge



Au sommaire : *Brexit : Référendum, mensonges et réseaux sociaux* Un documentaire français d'Arnaud Liévin. Une analyse de la manière dont les dirigeants de la campagne pro-Brexit ont volontairement fabriqué de toutes pièces un mensonge...



21h00 : Zone interdite



L'équipe du magazine a suivi des enfants et des jeunes adultes atteints de trisomie 21 ou d'autisme qui se battent pour trouver leur place dans la société. Parmi eux : Jordan, trisomique de 26 ans et sportif de haut niveau, et Romain, 25 ans, porteur du syndrome d'Asperger...



19h45 : Motocross Championnat du monde MXGP



A 33 ans, l'Italien Antonio Cairoli se pose comme le grand favori pour le titre cette saison en MXGP. Le pilote KTM a envoyé un signe fort à ses rivaux en remportant les deux manches grand prix de Patagonie-Argentine, il y a trois semaines. Au classement général, il devançait le Slovène Tim...



21h05 : Brokenwood



L'hôpital psychiatrique désaffecté Brokenwood Downes est devenu le terrain de jeu des adolescents. Mais un soir d'orage, un jeune couple découvre le cadavre d'un homme qui a été électrocuté par un appareil. A son orteil, est accrochée une étiquette où est inscrit : «Tortionnaire». Mike Shepherd est chargé de l'enquête. La victime est l'ancien directeur du lieu, Jakob Deschler...



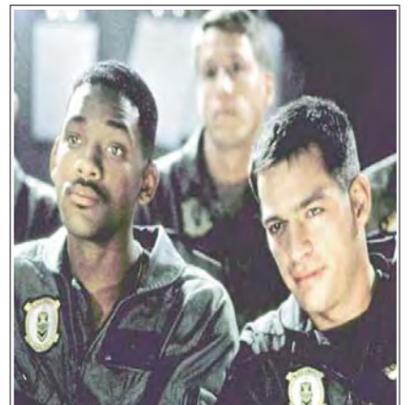
21h00 : Toulouse - Paris-SG



Après leur élimination en Ligue des champions, les Parisiens doivent se concentrer sur le championnat. Les partenaires d'Alphonse Aréola et Angel Di Maria possèdent une confortable avance en tête de la Ligue 1 et peuvent en cas de victoire ce soir faire un grand pas vers le huitième titre de l'histoire du club...



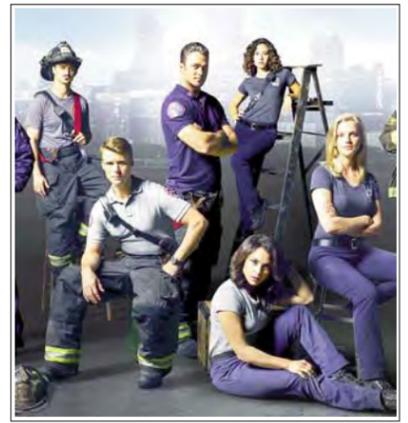
20h55 : Independence Day



Par un après-midi d'été, aux Etats-Unis, les radars du Pentagone détectent la présence d'un vaisseau spatial en route pour la Terre. Peu après, David Levinson, informaticien, intercepte un ordre d'attaque émis par les extraterrestres. Grâce à son ex-épouse Constance, conseillère à la Maison Blanche, il parvient à prévenir le président Thomas J...



21h00 : Chicago Fire



Hank Voight et Antonio demandent de l'aide à l'équipe de la caserne 51. Le chef Boden charge Dawson et Brett d'assister les policiers. Les deux infirmières doivent participer aux investigations en s'infiltrant sous couverture, au domicile d'un poseur de bombes. Celui-ci s'est déjà attaqué à deux personnalités des médias...

Hôtel - Béjaïa

- Hôtel Les Hammadites : 0776 88 22 38

Hôtel - Tizi-Ouzou

- Hôtel Lalla Khedidja : 0795 22 65 77

AEROPORTS

- Houari Boumédiène - Alger : 021 50 91 91
- Rabah Bitat - Annaba : 038 52 01 59
- Ahmed Ben Bella - Oran : 041 59 10 77
- Mostepha Ben Boulaid - Batna : 023 77 01 10
- Mohamed Boudiaf - Constantine : 031 81 01 24
- 8 Mai 1945 - Sétif : 0651 88 73 66

Hôtels - Est

- Hôtel Antar - Béchar : 049 81 71 63
- Hôtel Kerdada - Bou Saâda : 035 53 39 04
- Hôtel Le Caïd - Bou Saâda : 035 53 43 94
- Hôtel Zaïd - Hassi Messaoud : 0660 20 88 20
- Hôtel La Gazelle d'Or - El Oued : 032 11 89 02
- Hôtel Marriott - Constantine : 035 53 39 04
- Hôtel Ibis - Constantine : 031 99 20 00
- Hôtel Cirta - Constantine : 031 92 19 80
- Hôtel Le Majestic - Annaba : 038 86 54 54
- Hôtel El Mountazah - Annaba : 038 65 24 12
- Hôtel El Hidhab - Sétif : 036 51 41 34

Hôtels - Ouest

- Hôtel Sheraton - Oran : 041 59 01 00
- Hôtel Royal - Oran : 041 29 17 17
- Hôtel Ibis - Oran : 041 98 23 00
- Hôtel Renaissance - Tlemcen : 043 40 11 11
- Hôtel Les Zianides - Tlemcen : 043 27 71 21 à 25
- Hôtel Ziri - Ghazaouet : 043 32 30 25

Championnat d'Afrique de lutte juniors 7 médailles dont 3 en or, 1^{er} place par équipes pour l'Algérie

La sélection algérienne de la lutte libre (juniors), avec sept médailles (3 or, 3 argent et 1 en bronze), a remporté le titre africain par équipes, vendredi soir lors de la 4^e journée des championnats d'Afrique (cadets, juniors, seniors et féminine) qui se déroulent du 26 au 31 mars à Hammamet (Tunisie).

Les trois médailles d'or ont été l'œuvre de Fateh Benferdjallah (79 kg), Mohamed Amine Lakel (61 kg) et Abdelkader Ikkal (70 kg), alors que Ishak Boukhers (74 kg), Dirar Boussaidi (65 kg) et Nour El Islam Bouras (125 kg) ont décroché l'argent. Oussama Laribi (57 kg) a pris le bronze. Au classement par équipes de la lutte libre, les Algériens ont décroché avec brio la première place par équipes avec un total de 150 points, devant l'Egypte (145 pts) et l'Afrique du Sud (131 pts). La sélection algérienne des juniors (gréco-romaine, lutte libre et féminine) termine ainsi la compétition avec un

total de 17 médailles (6 or, 7 argent et 4 en bronze), alors que son homologue cadets/cadettes avait décroché 18 médailles (3 or, 7 argent et 8 en bronze). A l'issue de la 4^e journée du rendez-vous africain de Hammamet, le total de la récolte algérienne s'élève à 35 médailles (9 or, 14 argent et 12 en bronze). Les journées de samedi et dimanche seront consacrées aux tours préliminaires et finales de la catégorie des seniors (messieurs et dames). 56 athlètes des sélections algériennes des luttes associées cadets, juniors, seniors et féminine (garçons et filles) prennent part au rendez-vous africain de Hammamet (Tunisie).



Championnat de Tunisie de voile - Série optimist La sélection algérienne décroche deux médailles

Les Algériens Yanis Amriche et Nazim Saïdi ont dominé le championnat de Tunisie de la Série Optimist, disputé cette semaine à Djerba et dans lequel ils s'étaient emparés des deux plus hautes marches du podium. Amriche, sociétaire du club Sporting Casbah s'était adjugé en effet la médaille d'or, devant son compatriote Saïdi, du club Sahel Nautique El Biar, qui avait pris l'argent, au moment la médaille de bronze était revenue à un concurrent tunisien. La Fédération algérienne de voile (FAV) avait engagé un total de six athlètes dans cette compétition (4 garçons et 2 filles). Chez les garçons, et outre Amriche et Saïdi, la FAV avait engagé Nassim Abbas, du Club JSM Marsa et Abdelhakim Benchema, du Club Nautique Tipaza, au moment où Sofia Ourabah (AN Alger-Plage) et Naima Lalaoui (Club Nautique Tipaza) avaient représenté les couleurs nationales chez les filles. L'instance fédérale s'est dite «très satisfaite des résultats obtenus par ces jeunes talents à Djerba» et s'est empressée de leur adresser des messages de «félicitation». La sélection algérienne était encadrée par le coach Karim Boukerrouche.

Championnat d'Afrique des clubs messieurs de volley-ball 22 clubs confirment leur participation

Vingt-deux (22) clubs, dont les formations algériennes du NR Bordj Bou-Arréridj et l'OMK El Milia, ont confirmé leur participation au Championnat d'Afrique des clubs messieurs, prévu du 31 mars au 11 avril au Caire (Egypte), a annoncé, vendredi, le club organisateur d'Al Ahly du Caire. Outre les deux clubs algériens et Al Ahly du Caire, cette édition verra également la participation d'une autre formation égyptienne à

savoir le Samouha, auxquels s'ajoutent quatre clubs libyens Al Ahly de Tripoli, Al Swehly, l'US Musrata et Asaria club. Les autres clubs ayant confirmé leur participation sont : Prisons du Kenya, University du Zimbabwe, GVC du Rwanda, le Club de la Police du Botswana, Nemostar et University d'Ouganda, Wollaita et Muger cement factory d'Ethiopie, Inter club de Brazzaville du Congo, FAP du Cameroun, INJS de

Côte d'Ivoire, Ouroukinzo du Burundi et WAFAJ de Guinée. La réunion technique et le tirage au sort du tournoi se dérouleront samedi, alors que la première journée de compétition est prévue lundi, ajoute la même source. Lors de la précédente édition disputée également au Caire en 2018, Al Ahly du Caire avait décroché son 13^e titre continental, record de l'épreuve, en s'imposant devant Al Gaish sur le score de 3 sets à 0.

Coupe d'Algérie de handball Quarts de finale La logique respectée



La logique a été respectée lors des quarts de finale de la Coupe d'Algérie de handball, joués ce vendredi. Ainsi, le CRB Baraki, la JSE Skikda et l'ES Ain Touta sont les trois premiers qualifiés pour les demi-finales. Tenant du trophée, l'ES Ain Touta a assuré une place dans le dernier carré en éliminant le MB Tadjenanet (28-17), dans un match joué à Oum El Bouaghi. A Oued Sly (Chlef), le CRB Baraki à lui aussi

composé son billet pour les demi-finales en disposant du MC Saïda. Dans un remake de la finale de 2016, reportée par le MCS, les coéquipiers d'Ahmed Djahiche ont pris leur revanche en s'imposant sur le score de 23 à 20. Pour sa part, la JSE Skikda accompagnera l'ESAT et le CRBB au prochain tour après avoir sorti le C Chelghoum Laïd (21-18).

GSP-EHBAT, match arrêté

Concernant le dernier quart de finale, disputé à Ain Bénian (Alger) le GS Pétroliers et l'EHB Ain Taya, cette rencontre n'est pas allée à son terme. Les arbitres du match ont dû arrêter le match à la 37^e mn, pour cause de jet de projectiles, au moment où le GSP avait l'ascendant (16-09). Le tirage au sort des demi-finales doit avoir lieu ce dimanche. Toutefois, et afin d'avoir une vue exacte sur les affiches du carré d'AS, il faut attendre la décision de la commission de discipline de la Fédération algérienne de handball (FAHB) concernant le match GSP-EHBAT.

Tour du Pays Saint-Pourcinois de cyclisme Yacine Chalel parmi les 175 engagés

Sont engagés dans la 8^e édition du Tour du Pays Saint-Pourcinois, prévue, hier, à partir de 14h15, sur une distance de 122 km, 175 cyclistes, dont l'Algérien Yacine Chalel «Les coureurs effectueront une première boucle de 70 km, suivie d'une deuxième de 26 km, qui sera parcourue deux fois, pour un total de 122 km» ont détaillé les organisateurs de cette course en ligne, la première d'une longue série pour Chalel, qui en disputera plusieurs autres, rien que pendant le mois d'avril prochain. Le départ sera donné à 14h15, place Saint-Nicola, alors que l'arrivée est prévue vers 17h20, à Saint-Pourçain-Sur-Sioule. Elle sera immédiatement suivie de la cérémonie protocolaire, pour les remises des récompenses aux lauréats. La précédente édition a été remportée par le cycliste Mickaël Guichard, sociétaire du club Team Pro-Immo Nicolas Roux. Chalel (23 ans), sociétaire du club français Paris Cycliste Olympique, a été champion d'Afrique 2018 en Scratch.

Fédération de tir sportif L'AG extraordinaire fixée au samedi 6 avril

Les membres de l'Assemblée générale de la Fédération algérienne de tir sportif (FATS) sont convoqués en session extraordinaire prévue le samedi 6 avril, afin d'installer les commissions statutaires et réglementaires en prévision de l'élection d'un nouveau président et des membres du bureau fédéral, a indiqué, vendredi, l'instance. Les membres de l'Assemblée générale de la FATS, réunis en session ordinaire fin février, avaient rejeté les bilans moral et financier de l'exercice 2018. Dès son installation en 2017 à la tête de la FATS, le président Ali Hamlat a fait face à de nombreux conflits avec les membres de son bureau fédéral dont sept sur les huit qui le composent ont sollicité le 14 janvier 2018 le retrait de confiance pour «mauvaise gestion».

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

**Entreprise Nationale de Communication,
d'Édition et de Publicité « ANEP/ SPA »**

**UNITÉ RÉGIE
PUBLICITAIRE**



COMMUNIQUÉ

La Régie publicitaire de l'entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP) informe l'ensemble de ses clients du prochain lancement de son nouveau site BOMOP (www.bomop.anep.dz) qui sera opérationnel à partir du 03 Mars 2019. La conception du nouveau site répond aux exigences de l'heure en termes d'adaptabilité, célérité et de réactivité. Information en temps réel, large diffusion, organisation des annonces par secteurs d'activités et diversification de l'offre, avec quatre packs (Classique, Bronze, Silver et Gold), feront du nouveau BOMOP l'outil indispensable pour tout opérateur et tout prestataire en quête d'un marché public, qui pourront également bénéficier de prises en charges d'alertes sur les annonces et des dates d'ouverture des plis avec les packs : Bronze, Silver et Gold.

Football

L'Equipe du FLN sera honorée par l'Institut du monde arabe à Paris

L'Equipe du Front de libération nationale (FLN), qui à travers ses exploits footballistiques avait «boosté» la guerre d'indépendance (1954-1962), sera honorée par l'Institut du monde arabe (IMA), lors d'une exposition prévue du 10 avril au 21 juillet 2019, sous le thème «Foot et Monde arabe, la révolution du ballon rond», a indiqué, hier, la Fédération algérienne de football (FAF).

Onze temps forts sont inscrits au programme de cette exposition, dont un qui sera consacré à l'Algérie, et qui sera mise à l'honneur à travers l'histoire de la glorieuse Equipe FLN, avec au passage «un petit clin d'œil à la sélection de 1982», qui avait disputé la première Coupe du Monde dans l'histoire du football algérien. La Fédération algérienne de football (FAF), avec l'appui du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), a été mise à contribution dans le cadre de cette exposition, en intégrant deux pièces emblématiques, à savoir : le trophée de la CAN-1990 et celui de la Coupe afro-asiatique de

1991, ainsi que d'autres objets symboliques. Dans la scénographie consacrée à l'équipe du FLN, seront représentés des extraits du film-documentaire *Les rebelles du foot* de Gilles Perez (la partie sur le FLN avec les interviews de Rachid Mekhloufi), ainsi que des archives photos et des coupures de presse. Le vernissage de l'exposition se tiendra le lundi 8 avril prochain, à l'Institut du monde arabe en présence du ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, et plusieurs convives dont le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, invité à cette circonstance.

Bessa N.



Ligue 2 Mobilis JSM Béjaïa

Fin de saison pour Hicham Mokhtar

L'ex-joueur de Tadjenanet qui s'est illustré dès ses premières rencontres avec les Béjaïouis en inscrivant 4 buts en autant de matches, a été victime d'une déchirure musculaire lors du match JSMB-USM Annaba qui l'a éloigné des terrains pendant près de deux mois. Après donc une longue période de convalescence, l'enfant de Relizane a fini par reprendre du service et a réintégré le groupe la semaine dernière pour prendre part éventuellement au match de ce samedi face au PAC, mais après seulement deux séances d'entraînement, l'avant-centre béjaoui a rechuté et a été contraint de refaire des examens qui auraient révélé qu'il s'est blessé à nouveau et au même endroit qu'avant. Il est donc fort probablement forfait pour les 5 matches restants du championnat. Un coup dur pour les Béjaïouis qui auraient aimé tirer profit de leur attaquant qui s'est montré très efficace. Pour ce qui est de l'actualité de l'équipe, les Vert et Rouge ont rallié Alger en perspective du match retour des quarts de finale de la coupe d'Algérie qui a eu lieu ce samedi à Bologhine face au Paradou avant de recevoir le MC Saïda en championnat le jeudi 4 avril.

Coupe d'Algérie de football féminine FC Constantine - l'AS Sûreté nationale en finale

Les clubs du FC Constantine et de l'AS Sûreté nationale se sont qualifiés pour la finale de la Coupe d'Algérie de football féminin à l'issue des demi-finales jouées samedi. Les Constantinoises du Wiam ont battu, en demi-finales leur homologue de l'étoile sportive féminine d'Amizour sur le score de deux buts à zéro, tandis que la AS Sûreté nationale a écarté le club Machaâl Zibane de Biskra sur le même score de 2/0.

Résultats des demi-finales seniors :

- ESF Amizour-FC Constantine 0-2
- AS Sûreté nationale-M Zibane Biskra 2-0

JS Kabylie Cap sur le DRBT

Profitant de la trêve qu'observe le championnat national, à l'occasion des deux matches de l'équipe nationale (Gambie, Tunisie), la JSK a disputé, à Paris, samedi, un match gala face au Red Star (Ligue 2, France). Le board kabyle promet d'autres matches du genre à l'avenir. C'est une première depuis longtemps. Très longtemps même. La JSK a disputé un match gala face au Red Star, samedi à Paris. Ce rendez-vous événementiel a drainé une grande foule parmi la communauté kabyle de Paris à l'occasion. Avec cet événement, les dirigeants de la JSK comptent, selon leurs propos, ressusciter une ancienne tradition selon laquelle les Canaris jouaient des

matches internationaux et participaient à des tournois dans l'Hexagone à l'époque du Jumbo Jet, notamment. Lors de cette rencontre, Franck Dumas en a profité pour faire une revue de son effectif, même si cela ne l'a pas dévié de sa feuille de route avec le match face au DRBT en ligne de mire. Le coach des Canaris insiste en effet sur la nécessité de terminer la saison en force au risque de perdre la deuxième place à laquelle tout le monde tient particulièrement. La défaite (1-0), même symbolique, a confirmé les difficultés dont souffrent les Canaris dans son compartiment offensif. Cela reste incontestablement l'un des chantiers

majeurs de Franck Dumas en prévision de la saison prochaine. Le technicien français a commencé par promouvoir quelques jeunes attaquants issus de la réserve, mais le recrutement d'un ou deux attaquants de classe internationale reste une priorité en prévision de l'inter-saison, d'autant que le président Cherif Mellal a promis de bâtir une équipe capable de jouer la Coupe d'Afrique la saison prochaine. Mais en attendant, la JSK doit d'abord finir sa saison au moins sur le podium. Le reste de la feuille de route dépend de cette performance. Les Canaris sont rentrés lundi dernier de Paris et reprennent les entraînements mercredi.

Ligue 1 Mobilis Le MCA en stage pour préparer le NAHD

Le Mouloudia d'Alger, qui reste sur une belle victoire devant l'USM Alger en match de la 24^e journée de Ligue 1 Mobilis, effectuée depuis lundi un stage bloqué à Ain Benian, à l'Ecole de l'hôtellerie en prévision de la reprise du championnat. En effet, le MCA devra affronter le NA Hussein Dey, mardi 2 avril, dans le cadre de la 26^e journée avec comme objectif enchaîner avec un nouveau succès de façon à revenir en haut du classement. L'entraîneur Mekhazni, qui a succédé à Adel Amrouche parti la veille du derby face à l'USMA, prend les choses en main pour préparer ses joueurs pour la dernière ligne droite de la saison. Ayant raté pratiquement tous les objectifs tracés en début de saison, le Mouloudia espère sauver la saison en terminant le championnat sur le podium. Occupant la 5^e place au classement avec 35 points, soit à cinq longueurs du 2^e avec 2 rencontres en moins, le MCA a toutes les chances de se relancer pour décrocher une place africaine. Et pour repartir de plus belle, le staff technique a programmé un stage bloqué à Ain Benian ponctué par

une rencontre amicale face à l'USMB mardi. Mekhazni, qui a également la tâche de préparer la saison prochaine, n'a pas hésité à mettre de jeunes espoirs dans le bain. «C'est normal de faire appel à ces joueurs qui le méritent. Surtout qu'il y a de la place et je ne vais pas les priver. Je connais bien ces jeunes et leurs qualités. D'ailleurs, je leur ai fait comprendre qu'ils font partie du projet, alors à eux de se surpasser pour être à la hauteur des attentes (...) Je n'ai aucun souci pour faire jouer les jeunes dans un match officiel. A eux de saisir l'opportunité de me convaincre que je peux leur faire confiance. Moi, je leur ai donné l'occasion de s'entraîner avec l'équipe première, donc, il faut qu'ils provoquent la chance. Cependant, si on va les intégrer, ce sera, bien sûr, de manière intelligente. Je ne vois pas où est le problème dans la mesure où dans de grands clubs, des joueurs jeunes ont joué. Donc, on peut le faire, mais il faut que ces jeunes montrent de quoi ils sont capables», a souligné le coach mouloudéen sur les colonnes de Compétition.

USM Bel-Abbès L'asphyxie financière sans précédent

L'USM Bel-Abbès, la lanterne rouge de la Ligue 1 de football, fait de nouveau face à une crise financière qui risque de compliquer davantage sa mission dans la course au maintien, a-t-on appris, hier, de la direction de cette formation de l'Ouest du pays. Ayant longtemps misé sur l'entrée dans les comptes du club d'une somme de l'ordre de 46 millions de dinars, sous forme d'une subvention accordée par le ministère de la Jeunesse et des Sports, pour régulariser leurs joueurs, les dirigeants d'El Khadra ont buté sur les créanciers du club qui se sont précipités pour récupérer leur dû, a précisé la même source. Du coup, le président Abdelghani El Hennani, revenu aux affaires

de l'USMBA après avoir annoncé son départ il y a quelques semaines, et ses proches collaborateurs trouvent de la peine pour tenir leurs promesses envers leurs joueurs, déplore-t-on encore dans le camp de l'équipe phare de la Mékerra. Selon la même source, la direction éprouve même des difficultés pour couvrir les frais des derniers matches de leur équipe en championnat, au moment où elle est plutôt appelée à motiver davantage ses protégés pour réussir leurs derniers examens et parvenir par là-même, à sauver leur club de la relégation. L'aspect financier est en train de jouer un mauvais tour à l'USMBA depuis le début de cet exercice. Quelques joueurs ont même

quitté le navire lors du mercato d'hiver à cause de l'incapacité de leur direction de leur assurer régulièrement leurs salaires, alors que d'autres ont été difficilement convaincus de rester. C'est aussi à cause de ce problème que l'entraîneur Youcef Bouzidi a quitté la barre technique peu après l'élimination dès le deuxième tour, de l'équipe en coupe de la Confédération africaine de football. Après 24 journées de championnat, l'USMBA, sous la houlette de l'entraîneur Redouane Haffaf, occupe la 16^e et dernière place au classement accusant un retard de quatre points sur le 13^e et premier non relégable, l'Olympique de Médéa, mais compte 2 matches en moins.

Sponsoring

La FAF annonce enfin la signature avec KIA

La Fédération algérienne de football (FAF) vient d'annoncer officiellement la signature d'un contrat de sponsoring avec le constructeur automobile KIA dans un communiqué sur le site officiel de la Fédération.

Les responsables du football algérien ont indiqué : «Poursuivant son opération sponsoring, la Fédération algérienne de football (FAF) a conclu un contrat avec le constructeur automobile KIA MOTORS ALGERIE devenant,

ainsi, partenaire officiel et exclusif issu du secteur de l'automobile.» Cette annonce intervient deux jours seulement après les déclarations du PDG du groupe Sovac (représentant de la marque allemande), Mourad Oulmi, concernant ce

dossier. Le patron de Sovac a déclaré : «Il y a un manque de transparence dans le choix de la FAF. Je dénonce la manière avec laquelle cette opération a été faite.» Cette déclaration fait suite à l'annonce du président de la Fédération, Kheireddine

Zetchi, qui avait déclaré lors de son passage dans une émission de l'ENTV : «Nous avons signé un autre contrat avec KIA pour quatre ans ; dans ce contrat nous aurons des voitures ainsi qu'un montant financier.»

Bessa N.

SSC Naples
Ghoulam prolonge sa rééducation en Belgique

L'international algérien, Faouzi Ghoulam, a décidé en concertation avec les dirigeants italiens de Naples de prolonger son séjour médical à la clinique spécialisée, Move to Cure, en Belgique, selon la presse italienne. L'arrière gauche du Napoli n'a pas rejoint ses coéquipiers, comme cela était prévu au départ en Italie hier 29 mars 2019, pour préparer la confrontation de demain face à la Roma pour le compte de la 29^e journée de Serie A. Faouzi Ghoulam restera une semaine de plus en Belgique pour mieux se rétablir de sa blessure et renforcer son genou. Le staff de Naples désire avoir le défenseur algérien au mieux de sa forme pour le match aller des quarts de finale de l'Europa League face à Arsenal.

RC Lens
Tahrat bientôt de retour à la compétition

Le défenseur international algérien du RC Lens (Ligue 2 française de football), Mehdi Tahrat, victime d'une rupture du ligament latéral interne du genou droit en janvier dernier, pourra de nouveau s'entraîner «normalement» d'ici à la semaine prochaine.

«Pour Mehdi Tahrat, il faut encore éviter les contacts, mais j'espère que la semaine prochaine, il pourra effectuer une semaine normale avec le groupe», a affirmé l'entraîneur Philippe Montanier, cité samedi par la presse locale. Tahrat (28 ans) s'était blessé en janvier à l'entraînement. Le club nordiste avait annoncé une indisponibilité estimée entre 9 et 12 semaines.

Une blessure qui l'a contraint à déclarer forfait pour les deux derniers matchs de l'équipe nationale disputés face à la Gambie (1-1) le vendredi 22 mars à Blida en clôture des qualifications de la CAN-2019, et en amical face à la Tunisie (1-0) le mardi 26 mars à Blida. Devenu l'une des pièces maîtresses de l'équipe nationale depuis l'arrivée à la barre technique de Djamel Belmadi en août 2018, Tahrat devrait être prêt en vue de la CAN-2019 en Egypte (21 juin - 19 juillet).

EN
Belfodil marque des points en vue de la CAN-2019

Non convoqué pour les deux derniers matchs de l'équipe nationale de football, l'attaquant Ishak Belfodil n'a pas tardé à répondre sur le terrain, en signant un doublé, vendredi soir, avec son club d'Hoffenheim, vainqueur à domicile face au Bayer Leverkusen (4-1), en ouverture de la 27^e journée du championnat d'Allemagne de football. En inscrivant le 9^e et le 10^e but en Bundesliga, Belfodil (27 ans) avec 10 réalisations, talonne l'ailier de Manchester City (Premier league anglaise) Riyad Mahrez (11 buts) au classement des meilleurs buteurs algériens évoluant à l'étranger, nettement dominé par l'attaquant d'Al Sadd (Qatar) Baghdad Bounedjah, auteur de 36 buts toutes compétitions confondues. Les statistiques de l'ancien sociétaire du FC Parme (Serie A

italienne) plaident largement en sa faveur, en vue d'arracher une place dans le groupe des 23, appelé à faire le voyage en Egypte pour prendre part à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 (21 juin - 19 juillet).

En ballottage favorable avec Slimani

Le retour en forme de Belfodil contraste avec la saison cauchemardesque que vit le meilleur buteur en activité de l'équipe nationale Islam Slimani (26 buts) avec son club de Fenerbahçe (Div.1 turque), écarté de l'équipe première jusqu'à la fin de la saison, et non retenu pour les deux matchs des Verts face à la Gambie (1-1) en clôture des qualifications de la CAN-2019, et en amical face à la Tunisie (1-0). Evoluant dans l'un des cinq meilleurs championnats européens, Belfodil semble avoir une longueur d'avance sur Slimani, pour constituer la doublure de Bounedjah, même si Belmadi, connu pour ses décisions inattendues, pourrait surprendre tout le monde dans ses choix finaux. Le meilleur buteur de Ligue 1 algérienne (17 buts) Zakaria Naïdji (Paradou AC) pourrait également prétendre à une place, s'il continue bien sûr à secouer les filets adverses, même s'il lui sera difficile d'être dans la liste finale. D'ici là, Belfodil est appelé à confirmer son regain de forme en Bundesliga, lui qui est en train de réaliser l'une de ses meilleures saisons depuis le début de sa carrière professionnelle.

B. N.

OGC Nice
Youcef Atal out cet après-midi face à Dijon

Le défenseur international algérien de l'OGC Nice Youcef Atal a déclaré forfait pour le déplacement de son équipe à Dijon lors de la 30^e journée du championnat de France de Ligue 1 prévu cet après-midi à 15h00, a indiqué le club azuréen sur son site officiel. Le latéral droit algérien est revenu blessé de la trêve internationale. L'ancien joueur de Paradou AC souffre d'une lésion aux ischio-jambiers intervenue lors du rassemblement avec la sélection algérienne cette semaine.

Supercoupe d'Afrique des clubs : ES Tunis-Raja de Casablanca (1-2)

Belaïli : «un match à oublier»

Le milieu offensif international algérien de l'ES Tunis Youcef Belaïli a regretté la défaite de son équipe en Supercoupe d'Afrique des clubs de football, vendredi, à Doha, face aux Marocains du Raja de Casablanca (1-2). «Nous avons raté la première mi-temps malgré un bon départ où nous aurions pu prendre l'avantage, mais nous avons gâché les tentatives à notre disposition. En deuxième mi-temps, la tâche est devenue beaucoup plus difficile après avoir concédé le deuxième but.

Un match à oublier pour préparer les échéances à venir», a-t-il déclaré à l'issue de partie. Annoncé forfait la veille de la rencontre par le club tunisois, l'ancien joueur de l'USM Alger (Ligue 1/ Algérie) a fait son apparition en cours de jeu en début de la seconde période (46^e), se permettant le luxe d'égaliser d'une frappe puissante de l'intérieur du pied (57^e), avant que les Sang et Or ne concèdent le deuxième but quelques minutes plus tard (65^e). C'est la deuxième Supercoupe d'Afrique rem-

portée par le Raja après un premier sacre en 2000 devant Africa Sport de Côte d'Ivoire (2-0). L'EST, détenteur de la Ligue des champions, compte une seule Supercoupe remportée en 2001 aux dépens du DC Motema Pembe de la RD Congo (3-0). Les joueurs de l'entraîneur Moine Chaâbani restent toujours en lice pour la défense de leur trophée, où ils rencontreront en quarts de finale le représentant algérien le CS Constantine (aller : le 6 avril à Constantine, retour : le 13 avril à Tunis).



Pour éponger les 440 M€ de dettes

Galatasaray obligé de vendre Feghouli ?

Les dirigeants du Galatasaray pourraient être obligés de se séparer de l'international algérien, Sofiane Feghouli, lors de ce mercato d'été à cause des nouvelles pressions de la Fédération concernant les finances du club d'Istanbul. La Fédération turque de

football (TFF) a décidé de révolutionner la manière de fonctionnement de la gestion des clubs turcs, cette année, après la signature d'un accord avec l'Association bancaire turque (TBB) qui obligera les clubs à assainir les comptes des nombreuses dettes

cumulées depuis plusieurs années. L'attaquant algérien du club stambouliote touche l'un des plus gros salaires de l'équipe de Fatih Terim et Galatasaray devra au minimum 30 % de son budget pour éponger les 440 M€ de dettes. Le milieu de ter-

rain offensif des Verts avait déclaré en novembre dernier : «J'ai trois ans et demi de contrat et je compte aller au bout. Je me suis inscrit sur du long terme, avec l'ambition de gagner des titres et de jouer la Coupe d'Europe.»

Météo	Alger	Oran	Constantine	Ouargla	Tamanrasset
Min Max	11°/21°	13°/21°	9°/21°	11°/24°	19°/29°
Horaires des prières	El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
Alger	05:08	12:52	16:26	19:12	20:32

FLN

150 membres du Comité central appellent à la démission de Bouteflika

- Le groupe dissident dirigé par Ahmed Boumebdi passe à l'offensive. Il a organisé, hier, une réunion de membres du Comité central à la Kasma de Bourouba, à El Harrach. A l'ordre du jour, la situation politique ainsi qu'un débat autour de la situation interne du parti.

Cette rencontre a regroupé «plus de 150 membres du Comité central, entre les présents et les procurations», selon Boumebdi. Elle s'est soldée par une série de décisions. «Nous demandons l'application de l'article 102 de la Constitution ainsi que la démission du président de la République», affirme Ahmed Boumebdi. Interrogé sur les raisons de son appel à la démission du président, il explique que «puisque'il n'a pas l'intention de se porter candidat, il vaut mieux pour lui de sortir par la grande porte. C'est mieux pour le président et pour le pays». Lors de la rencontre, les présents se sont entendus sur la programmation d'une prochaine réunion du Comité central qui se tiendra au siège national du parti, à Hydra. «Nous sommes les véritables militants du parti

et nous avons le droit de nous réunir au siège national à Hydra. C'est ce que nous avons décidé de faire prochainement, en rassemblant un maximum de membres du CC», explique Ahmed Boumebdi.

La légitimité de Mouad Bouchareb remise en cause

Cette prochaine réunion du CC aura pour ordre du jour d'élire un nouveau secrétaire général du parti et un nouveau bureau politique, ajoute Boumebdi. Lors des débats à propos de la situation organique du parti, Ahmed Boumebdi a remis en cause la légitimité de Mouad Bouchareb à la tête de l'instance exécutive du parti.

S. A.



RND

Des contestataires réclament la démission d'Ouyahia et menacent d'occuper le siège du parti



التجمع الوطني الديمقراطي
RASSEMBLEMENT NATIONAL DÉMOCRATIQUE

Les contestataires de la direction actuelle du RND réclament la démission d'Ahmed Ouyahia de la tête du parti et l'organisation d'un congrès extraordinaire.

Dans un communiqué rendu public, hier, et dont les auteurs disent qu'il est signé par 100 membres du Conseil national, entre autres cadres du parti, ils réclament la démission d'Ahmed Ouyahia auquel il est reproché, notamment, son appel à la démission du président Bouteflika. Une attitude qualifiée d'«opportuniste» par les contestataires qui rappellent qu'Ouyahia a été «le premier parmi les partis proches du pouvoir à appeler au cinquième mandat». Les rédacteurs du communiqué estiment que «le parti croule sous le triptyque de la tyrannie, du musellement de toute voix discordante et de l'élimination des vrais militants au profit des arrivistes et de l'argent sale». Ils imputent au secrétaire général l'impopularité du parti qui a subi de plein fouet les conséquences des décisions prises au gouvernement par Ouyahia, ces

vingt dernières années, parmi lesquelles «la privatisation d'entreprises publiques au dinar symbolique et l'emprisonnement de milliers de cadres».

Dans une déclaration, un des chefs de file des contestataires, Belkacem Mellah, menace d'occuper le siège du parti.

«Nous avons envoyé une lettre à Ouyahia pour lui demander de convoquer un Conseil national extraordinaire dans les meilleurs délais. S'il refuse, nous allons occuper le siège du parti. Nous avons avec nous 100 membres du Conseil national sur 253», explique Mellah, un opposant de longue date à Ahmed Ouyahia. Selon lui, les contestataires lui reprochent aussi d'avoir rédigé le communiqué appelant à la démission de Bouteflika sans consulter le Conseil national», avait déclaré l'ancien secrétaire d'Etat à la Jeunesse. M. M.

Assemblée générale d'ARABSAT

L'Algérie abritera aujourd'hui la 42^e session

L'Algérie abritera, aujourd'hui, la 42^e session de l'Assemblée générale de l'Organisation arabe des satellites de communications (ARABSAT) avec la participation des représentants des pays arabes membres de cette organisation, a indiqué, hier, un communiqué du ministère de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique. Cette session, qui se déroulera à Alger, sera précédée par la réunion, samedi, du Conseil d'administration de cette organisation, précisait le communiqué. L'ordre du jour de cette session portera notamment sur l'adoption du rapport annuel du Conseil d'administration et des comptes de l'organisation pour l'exercice 2018, l'élection des membres du nouveau Conseil d'administration et le choix du

lieu et de la date de la prochaine session de l'Assemblée, souligne la même source. Il est à rappeler que l'Organisation arabe des satellites de communications (ARABSAT) a été créée en 1976, par les Etats membres de la Ligue arabe dont l'Algérie. Le siège de l'organisation se trouve à Riyad (Arabie Saoudite). ARABSAT, dont la mission est de connecter les communautés arabes au monde en fournissant des services de télécommunications fiables et compatibles avec les valeurs et cultures arabes, est le seul opérateur satellite dans la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord offrant une gamme complète de services de diffusions, de télécommunications et des services à hauts débits.

Sûreté nationale

La DGSN se démarque des informations qui lui sont attribuées concernant le nombre de personnes participant aux manifestations

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) s'est démarquée, ce vendredi, de toutes les informations attribuées à ses services concernant le nombre de personnes ayant participé aux manifestations pacifiques dans la capitale. La DGSN a précisé, dans son communiqué, qu'«elle tenait à rappeler, encore une fois, à l'ensemble des médias, tous secteurs confondus, ainsi qu'aux utilisateurs des réseaux sociaux, qu'elle se démarquait de toutes les informations qui ont été attribuées à ses services, lesquelles ne sont pas communiquées via ses canaux officiels de communication ouverts 24H/24 tous les jours de la semaine». A ce propos, la DGSN a démenti «les informations relayées à propos des chiffres fournis par des médias, nationaux ou étrangers, sur le nombre de participants aux marches dans la capitale, ce vendredi 29 mars 2019».



- Reconnaissance américaine de la souveraineté d'Israël sur le Golan syrien

L'Algérie réaffirme sa position

Réagissant à la reconnaissance américaine de la souveraineté d'Israël sur la partie occupée et annexée du plateau du Golan, le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a réaffirmé, vendredi à Tunis, la position «inébranlable» de l'Algérie qui considère le Golan syrien comme «territoire arabe occupé, conformément aux résolutions de la légalité internationale». Lamamra, qui s'exprimait devant les ministres arabes des Affaires étrangères lors de leur réunion préparatoire du 30^e sommet arabe, a déclaré que «nous réaffirmons notre position inébranlable et considérons le Golan syrien comme territoire arabe occupé, conformément aux résolutions de la légalité internationale, notamment la résolution 497 de 1981, laquelle rejette la décision de l'entité sioniste et ses mesures arbitraires concernant le Golan, et la considère comme nulle et non avenue».

CONDOLÉANCES

La nouvelle est tombée tel un couperet sur nos têtes lorsque nous avons appris la disparition subite de notre frère, père et collègue Dahmane Chine qui nous a quittés le 27-03-2019, à l'âge de 56 ans, suite à un arrêt cardiaque, laissant un grand vide non seulement au sein de sa famille mais aussi auprès de ceux qui l'ont côtoyé dans sa vie professionnelle. En ces tristes moments, l'ensemble des employés de PELUX, à leur tête la Directrice Imene Boumaza, présentent à la famille du disparu leurs sincères condoléances et l'assurent de leur profonde sympathie. Ton image mais aussi ton fameux adage : «MAIN DANS LA MAIN, ON AVANCERA», resteront gravés à jamais dans nos mémoires.



Repose en paix tonton Dahmane, nous ne t'oublierons jamais

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons



L'ECHO
D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT
Quotidien National d'Information

www.lechodalgerie-dz.com